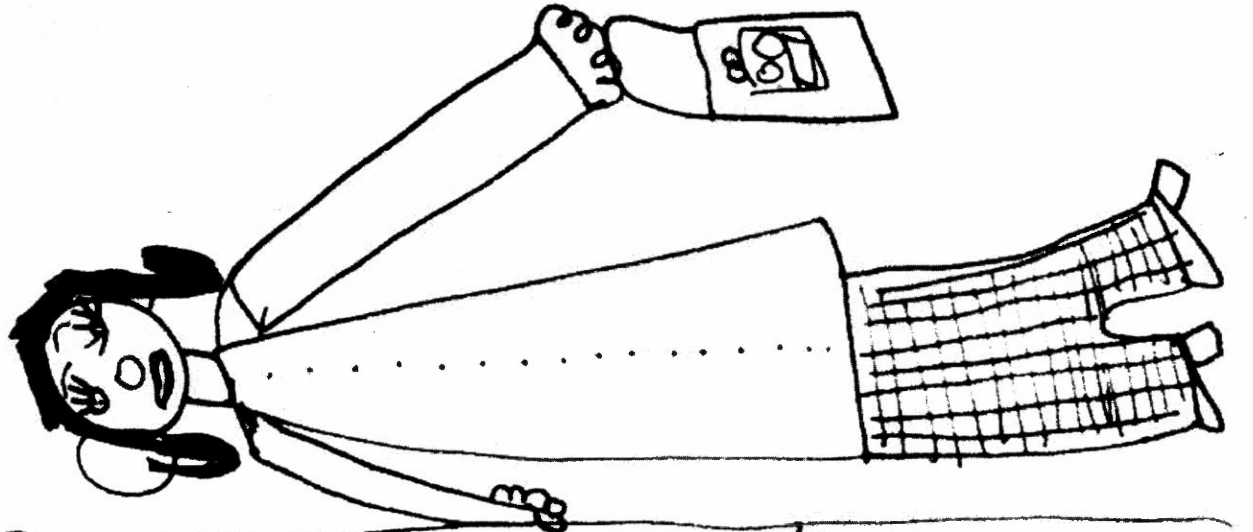
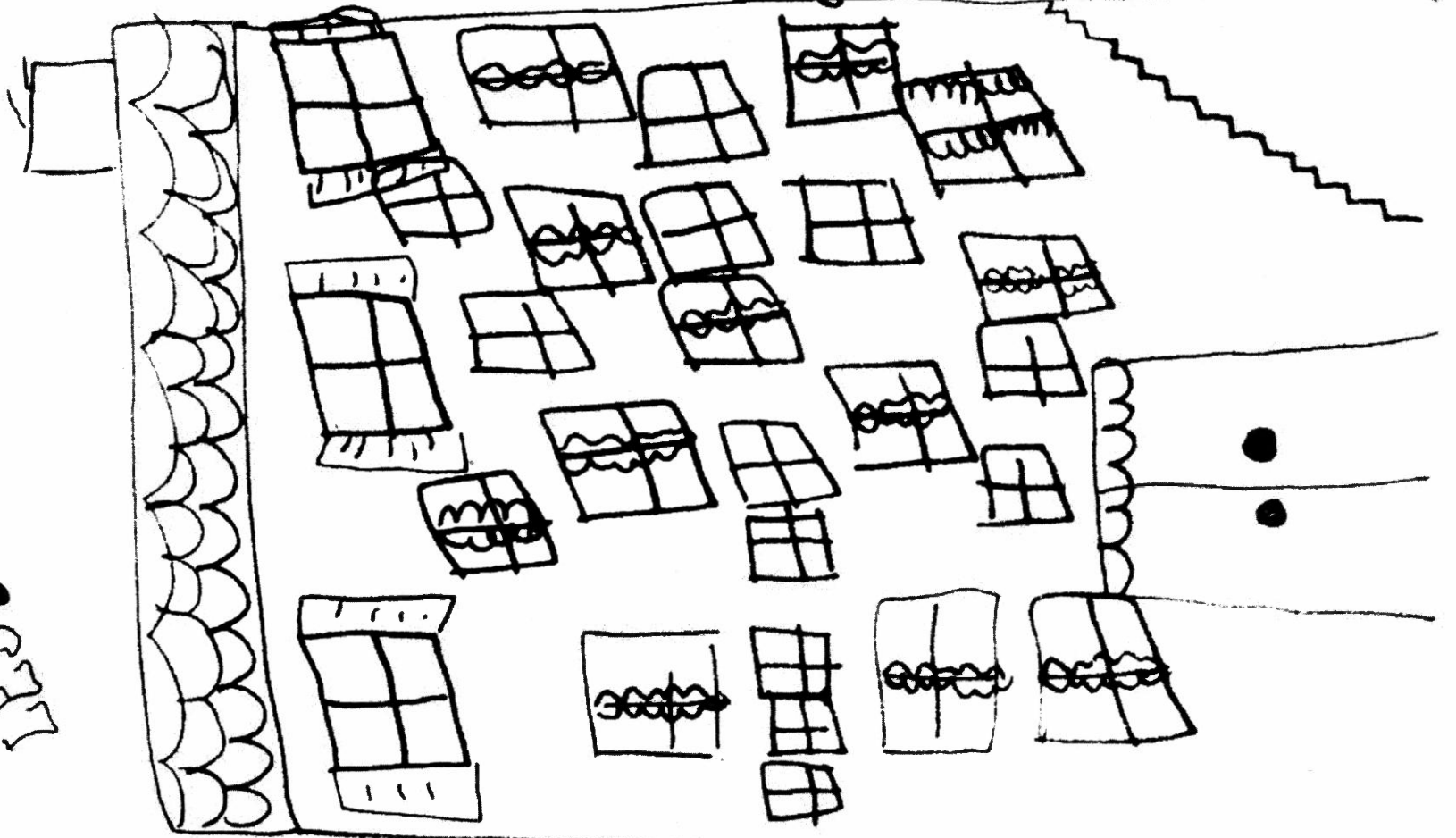
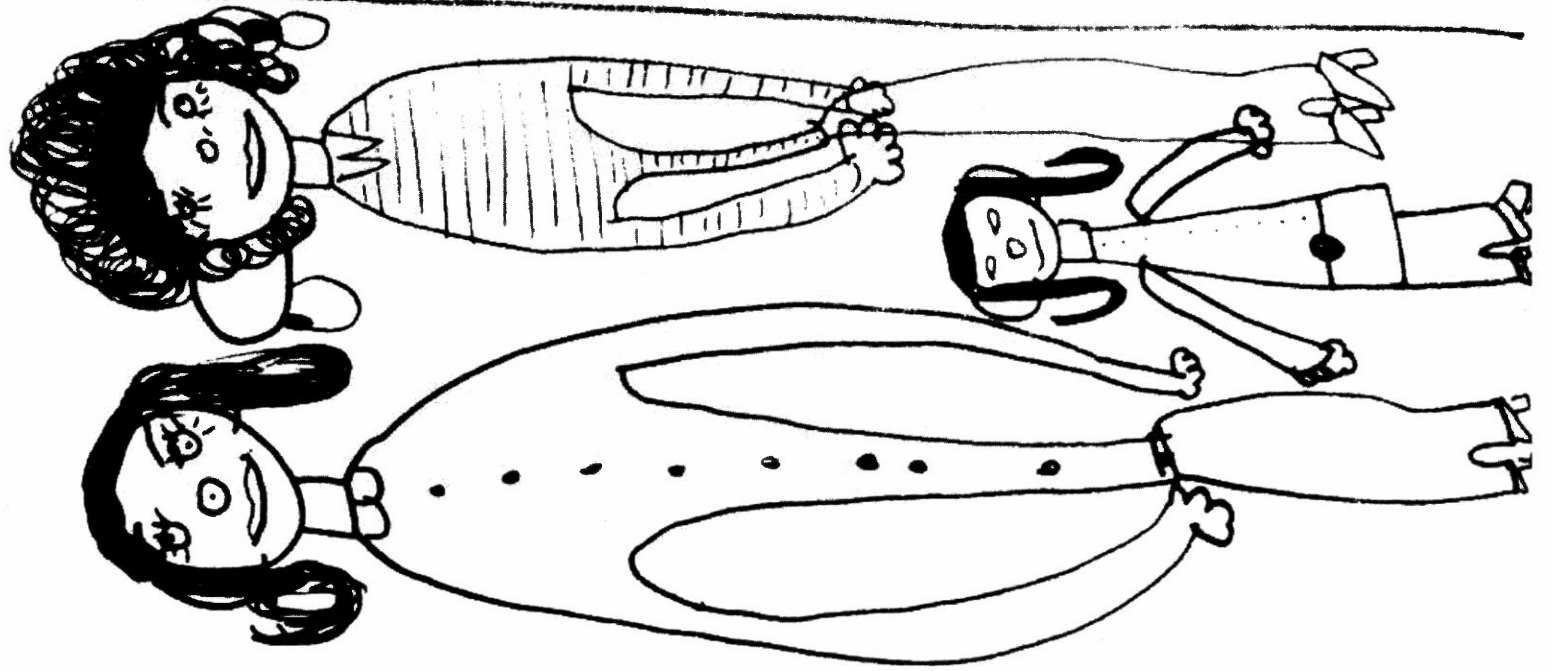


n° 5

LES PETROLEUSES



Créons
des centres
de
femmes.

N°5

SOMMAIRE

- Page 3 : des mesures Veil .
- Page 4 : Viol .
- Page 5 : Viol en Italie - Procès de Marseille .
- Page 6 : des femmes du foyer Pauline Rolland parlent ...
- Page 7 : Femmes battues .
- Page 8 : Alibi à bibé ...
Un film : Jeanne Dielman .
- Page 9 : Aggression .
- Page 10 : Prostitution .
- Page 11 : Barbara , femmes prostituées .
- Pages 12-13 : Femmes au Vietnam .
- Page 14 : Adelita - Spectacles de femmes .
- Pages 15-16 : Les Pétrôleuses : être ou ne pas être ...
Où en est le mouvement de femmes ?
(bilan du groupe 18^{ème})
- Page 17 : En guise de bilan, par le groupe 15^{ème} .
- Page 18 : Appel pour une rencontre de travail
Internationale.
Les bases pour le mouvement : l'engagement à nouveau
- Page 19 : Pour un centre de femmes .
de bulletin "d'information des femmes ?"
- Pages 20-21 : A propos de la rencontre de Femmes
Travailleuses en lutte .
- Page 22 : L'armée, une fabuleuse maison des hommes ...
- Page 23 : L'armée (suite), débat du groupe 14^{ème} .
- Page 24 : 8 Mars 1976, journée internationale
de lutte des femmes .



SUITE DE LA P. 3

Les mesures VEIL, c'est ça, ni plus, ni moins : le contre-feu nataliste à la loi sur l'avortement et la contraception. Une tentative de consolidation de la famille, après que la récente loi sur le divorce ait dû enregistrer sa crise tout en reaffirmant sa nécessité intangible. Une tentative de poser à nouveau la fonction **maternelle** comme fonction prioritaire des femmes, qu'elles travaillent ou non.

Mesquines incitations qui ne nous convaincront guère de leur faire plus d'enfants. Mesquins aménagements qui continuent à faire porter aux femmes et aux couches les plus exploitées les frais d'une crise qui n'est pas la leur. Mesquine politique de la famille qui se contente de colmater les brèches d'une institution que le développement même du système malmené sans pouvoir s'en passer. Mesquines primes à la procréation qui ne nous détourneront pas de notre lutte :

- pour le droit à disposer de notre corps, à commencer par l'avortement et la contraception libres et gratuits ;
- pour le droit au **travail**, l'indépendance commence par le porte-monnaie ;
- pour des équipements collectifs gratuits et de qualité, ouverts 24 heures sur 24 et pas seulement pendant le temps de travail des mères.

SOPHIE

écrivez-nous

« LES PÉTROLEUSES »

BP-25-75-860 Paris cedex 18

ABONNEZ-VOUS - 1 AN 6 n° 185

soutenez-nous financièrement

CCP 34 117 36

IMPRIMEURS LIBRES
14-16, passage des Soupirs 75020 PARIS

DIRECTRICE DE PUBLICATION : MICHELE DESCOLONGES

le 31 décembre dernier, le Conseil des Ministres adopte les « premières orientations d'un plan global d'aide et de soutien des familles » et, plus concrètement, une série de mesures destinées à entretenir en vigueur d'ici un an ou deux ans. Celles-ci sont présentées par la grande presse comme autant de preuves de sollicitude gouvernementale à l'égard des femmes. Des femmes ? Des mères. plutôt. Car notre ventre n'a pas fini de les inquiéter...

MESURES notre ventre intéresse...

Les résultats du dernier recensement sont à peine connus qu'une conclusion s'impose : nous ne tenons pas la cadence. Ils s'en doutaient bien un peu, la France n'est plus ce qu'elle était... Aujourd'hui, les chiffres sont là, indéniables : la baisse de la natalité s'accroît irrésistiblement. Pourtant, ils ont fait ce qu'ils ont pu : pas d'information sexuelle, pas de pilule, pas d'avortement il n'y a pas si longtemps encore, ça aurait dû porter ses fruits... Et crac ! 110.000 naissances de moins en 1975 qu'en 1973 !

Dans les cabinets ministériels, l'inquiétude gagne les spécialistes bardés de statistiques :

- si toutes les femmes en âge d'avoir des enfants continuent à ce rythme, la population française va carrément baisser d'ici quelques années...

- le chiffre moyen d'enfants par femme est passé de 2,9 en 64 à 2,1 en 74 et 1,9 en 75. Evolution « objective » qui a son pendant subjectif dans la baisse continue du nombre d'enfants jugés « idéal » : 2,88 en 47, 2,70 en 66 et 2,50 en 75. De là à voir dans les premiers chiffres les résultats d'une intention exprimée par les seconds, il n'y a qu'un pas...

- les partisans des familles de 4 enfants et plus sont franchement en voie de disparition : 23 % au lendemain de la guerre, ils ne sont plus que 6,5 % aujourd'hui...

Mais il y a plus grave : non contentes de saboter sournoisement la reproduction de l'espèce, de manquer au premier de leurs devoirs civiques, les femmes se sont récemment enhardies au point d'en revendiquer haut et fort le droit. Elles ont voulu la contraception, puis l'avortement et mène si grand tapage qu'il a fallu lâcher du lest : céder sur la pilule, supprimer la loi de 1920 et assouplir la législation sur l'avortement. C'est à dire prendre, l'an passé, des dispositions qui ne peuvent, en bonne logique, qu'encourager cette dangereuse tendance à choisir soi-même le nombre d'enfants qu'on aura, compte-tenu de la vie qu'on veut (ou qu'on peut) mener.

Bien sûr, ce n'est pas encore la liberté... C'est terriblement déterminé par un ensemble de contraintes sociales, de pesanteurs psychologiques. Mais c'est l'amorce d'un choix, le refus d'une fatalité, d'une sexualité irrémédiablement liée à la procréation. C'est la volonté manifestée de reprendre le contrôle de son corps et de vivre sa vie ailleurs aussi que dans des maternités accaparantes, exclusives de toute autre activité et compensatrices de tant de manques.

La situation devenait grave : moins de naissances, c'est à dire, pour eux, moins de force de travail à terme sur le marché, moins de concurrence possible entre ceux qui ont un emploi et/ou ceux qui n'en ont pas, perte du sens de la famille... Il fallait réagir.

Présentant ses vœux de Nouvel An et la mère de ses quatre enfants aux téléspectateurs, Giscard a tiré la sonnette d'alarme et réaffirmé que la famille reste « la cellule fondamentale et moderne de notre société ». Joignant le geste à la parole, il courrait reveillonner chez une famille nombreuse bien de chez nous.

Sous couvert de faire dans le social, les mesures proposées par Simone VEIL au Conseil des Ministres du 31 décembre s'inscrivent dans la même optique de réhabilitation/consolidation de la famille bourgeoise, avec le rôle très particulier qu'elle assigne aux femmes : mères avant tout.

1) Pour les familles à faibles revenus, création d'une nouvelle allocation qui remplacera les prestations auxquelles ont théoriquement droit les familles considérées comme « nécessiteuses » (salaire unique, salaire unique majoré, frais de garde).

- Ça ne va pas toucher foule. Aujourd'hui seules 33.000 familles touchent l'allocation de frais de garde sur près de 500.000 « ayants droit », ce qui coûte déjà moins cher à la Sécurité Sociale que... l'aide au déménagement !

- La nouvelle aumône créée sera octroyée selon des critères toujours aussi draconiens et complexes, car il n'est pas question de trop pomper sur les profits. S'ils étaient prêts à y mettre le prix, c'est du travail et des salaires permettant de vivre qu'ils donneraient à tous et à toutes, ce sont des équipements collectifs gratuits et de qualité qu'ils implanteraient. Mais la charité ou compte-goutte, ça coûte moins cher.

- Enfin, même si la suppression du salaire unique, cette prime d'incitation à l'enfermement domestique, ne causera en tant que telle aucun regret aux féministes, il reste que ce déplacement de certaines allocations d'Etat du fait de rester au foyer à celui de faire des enfants soulève quelques questions :

- le pouvoir rabaisserait-il ses exigences et concentrerait-il ses incitations sur un seul point : enrayer la chute démographique ?

- dans la perspective d'une relance économique, prévoit-il la poursuite d'une intégration massive des femmes au travail, par-delà des aléas conjoncturels ?

- Au moment même où certains font campagne pour le salaire maternel qui confinerait justement tant d'entre nous à la maison ?

- Est-ce la manifestation d'un projet économique ou ce qui importe c'est qu'un plus grand nombre de femmes concilient à terme travail à l'extérieur et procréation ? n'est-ce au contraire qu'une mesure de racolage électoral ?

2) Monsieur, s'il procréé avant son 22ème anniversaire, sera dispensé du service militaire...

Merci pour lui ! Ceux que le service rebute savent ce qu'il leur reste à faire : engrossez vite, Messieurs, si vous voulez y échapper !
la dispense du service militaire apparemment c'est grand, c'est généreux, ça soulage tant de jeunes mères sans emploi privées pendant un an du salaire de leur mari... Et si elles avaient un salaire à elles ? Et si les appelés touchaient un salaire ? Ça coûterait plus cher...

3) Pour les mères élevant seules un ou plusieurs enfants : garantie d'un minimum de ressources de 900 F par moi et 300 F par enfant. Pendant un an, pas plus.

Ça dissuadera toujours quelques mères célibataires d'avorter. Et puis, ça ne videra pas les caisses de l'Etat : un petit coup de pouce pendant un an, qu'est-ce que c'est à côté des millions de plus-value que les patrons amassent plus tard sur le cher petit être enfin en âge de travailler ? Franchement, ça vaut l'investissement de départ !

Quant à celles qui auront la chance de trouver un emploi, dès que leur salaire atteint les 1200 F mensuels, qu'elles se débrouillent... Au bout d'un an, les femmes concernées par cette mesure, qui auront été transitoirement « assistées », n'auront pas plus de chance de s'en sortir et trouveront toujours aussi difficilement un emploi. Une aide réelle, ce serait une formation professionnelle rémunérée donnant ensuite un boulot dont le salaire permette de vivre, avec ou sans homme.

4) Dans le même ordre d'idées - réhabilitation de la fonction maternelle - une petite gratification est prévue pour c'ELLES qui adopteront un enfant : 8 semaines de congé, comme si elles avaient accouché.

Ça, c'est toujours bon à prendre. Mais les hommes qui voudraient adopter un enfant ? Motus... Décidément, même quand il n'y a plus d'alibi biologique, ça reste une affaire de femmes. C'est donc que la « nature » ne suffit pas à expliquer le rôle social des femmes dans ce système ? On s'en doutait...

5) Possibilité pour les mères qui ont un travail salarié de prendre deux ans de congé sans solde après le congé normal de maternité sans pour autant perdre la garantie de l'emploi. Cette disposition, qui existe déjà dans le secteur public, ne deviendra légale qu'en 1980.

En attendant, c'est une suggestion faite par l'Etat aux patrons qui ne manqueront pas de s'y soumettre avec la bonne volonté qui leur est coutumière...

Mais pourquoi toujours la mère ? Et si un couple décide que l'homme et la femme se relayeront, un an chacun ? Et si les crèches étaient plus nombreuses et plus chouettes, pourquoi maintenir l'enfant pendant les deux premières années dans le cocon familial, à la charge exclusive de ses parents ? Et si la solution, pour avoir le temps de voir ses enfants et de vivre en général, c'était la réduction du temps de travail pour tous et pour toutes ? Encore une fois, qui est décrété indispensable ? Qui est pénalisé dans sa vie professionnelle et risque encore de perdre une place que tous les patrons ne lui garderont pas au chaud ?

6) Un « effort » va être fait pour mieux loger les familles. Les normes d'accès aux H.L.M. seront révisées : une famille de 5 personnes pourra prétendre à un 6 pièces au lieu de 5.

Mais ils ne disent pas :

- que la qualité sera toujours aussi dégueulasse et les loyers identiques ;

- que ce qu'ils préparent en même temps, c'est la liquidation du logement social : le rapport Barre préconise en effet le remplacement de l'aide de l'Etat à la construction HLM (aide à la pierre) par une aide sélective aux personnes jugées les plus nécessiteuses ;

- que le coût des 6 pièces est un moyen de rentabiliser les grands appartements HLM qu'ils n'arrivaient pas à caser avec les normes antérieures (au point que des familles n'occupaient parfois que les 4 pièces d'un appartement de 6 pièces dont 2 pièces étaient condamnées) ;

- quant aux milliers de femmes battues par leur mari qui ne savent pas où aller, pas une place dans ces HLM agrandis ou en sursis, pas l'ombre d'une priorité en matière de relogement : la révision des normes d'attribution s'arrête où finit la famille...

Les constructeurs aidés par l'Etat seront « invités » à prévoir des studios permettant l'accueil des grands parents près des jeunes couples...

Les vieux que le système met à la retraite quand il les a pressés comme des citrons, voilà qu'il les fait bosser à l'œil comme nourrices : ça tient lieu de réinsertion sociale pour le 3ème âge et ça resserre les liens entre les générations, tout en économisant des dépenses d'équipements collectifs ! Toujours la même démarche : priorité aux solutions individuelles, aléatoires et privées dans la garde des enfants.

Les Caisses d'Allocations Familiales accorderont plus facilement des prêts aux jeunes couples ayant des ressources limitées.

Il y aurait beaucoup à dire sur les prêts contractés à plus ou moins long terme par les couples, véritables incitations à la stabilité, la fidélité. Les traites, toujours les traites, ça cimentent un foyer !

7) Augmentation promise du nombre de crèches, garderies, maisons familiales, centres sociaux..., tous équipements à la charge essentiellement des budgets municipaux : une bonne façon de renvoyer la balle dans le camp des localités.

Mais on ne sait pas dans quelles proportions, car aucune décision financière précise n'accompagne ces propositions. Comme par hasard, le seul point susceptible d'alléger réellement le fardeau domestique des femmes reste dans le flou le plus complet.

Un statut des gardiennes d'enfants est élaboré : elles devront être payées 2 fois le SMIC par enfant et par heure et pourront bénéficier des congés payés.

Priorité toujours au gardiennage individuel des enfants dans un cadre étroitement familial, au lieu de développer les crèches collectives et d'y consacrer les crédits nécessaires. C'est toute une campagne en faveur des nourrices agréées que développe aujourd'hui le gouvernement, nous y reviendrons car c'est extrêmement révélateur de ses intentions.



VIOL

Ils nous violent. Un peu partout et de plus en plus. Vingt fois par jour, pour chacune d'entre nous ; ils miment notre viol, propos, gestes obscènes dans la rue, le métro. « Marche vite et ne t'attarde pas en chemin », dit la maman au Petit Chaperon Rouge, « sinon... ».

Les explications-excuses machistes se divisent harmonieusement sur l'horizon politique. A droite, on penche pour la nature et ses lois éternelles, et on a repéré dans le chromosome Y que la sexualité masculine était à la fois impossible à contrôler et conquérante. A gauche, et parfois à l'extrême gauche, on préfère allier le naturel au social ; le postulat de base est certes le même : la sexualité masculine est un trop plein qui a besoin de se répandre ; mais on introduit une nouvelle instance, la société - bourgeoise et répressive de préférence - inventée tout exprès pour bloquer ces généraux débordements.

Je plaisante à peine : mais l'alibi de la répression sexuelle, outre qu'il vise à nous culpabiliser au nom d'un faux point de vue de classe, mystifie la réalité du viol. Le viol n'est pas le corollaire naturel d'une privation ou d'un manque : les plus « réprimées » sexuellement sont jusqu'à nouvel ordre les femmes, et les hommes violés ne courent pas les rues. Le viol est la résultante d'un processus social bien défini ; il est au cœur de la vie des femmes et la quintessence de leur oppression. Démontenter ces mécanismes, c'est comprendre la profondeur de notre oppression et la charge de violence qui la sous-tend.

Violer, c'est s'approprié et pénétrer le corps d'une femme sans son consentement. Viol, violence. Mais le viol n'est pas n'importe quelle violence : c'est la forme de violence privilégiée du sexe dominant sur le sexe dominé. Une rixe dans la rue, un affrontement politique, un homme recevra un coup de poing, une femme se fera arracher son soutien gorge. On ne lynche pas une femme, on la viole à plusieurs... même si on la tue après.

C'est que notre corps ne nous appartient pas, on le sait, mais c'est aussi que nous sommes le Corps, la sexualité, et que ce corps et ce sexe cristallisent l'aversion et le mépris des mâles. Car il faut bien que le système nourri de notre surexploitation perpétue une dégradation ancestrale remodelée aux exigences du temps.

A un monde dominé par la marchandise répondent des rapports inter-individuels et sexuels sous forme de transactions commerciales ; à un monde où chaque individu n'est plus qu'un objet passif du processus économique répond « l'objectivation » violente par le groupe sexuel dominant de ce qui fait la spécificité, la différence du groupe dominé : son sexe.

Et il n'y a rien d'étonnant à ce que les viols se multiplient en ce moment : dans une société aux structures rigides, où la famille patriarcale garde sa cohérence, le corps de la femme n'est objet que pour un seul homme, père ou mari, et malheur à qui transgresse la loi, à qui s'approprie ce qui n'est pas sien ; la loi bourgeoise a rendu les femmes juridiquement libres, la décomposition des institutions et valeurs bourgeoises encourage le défoulement sexuel en maintenant la dévalorisation des femmes et de la sexualité : les femmes deviennent potentiellement propriété commune, et le viol (autre que le viol conjugal) se développe. Car le viol s'apparente à la transgression (cf. Littré : violer un asile, des serments, la Loi) et s'épanouit quand l'ordre bascule et que « tout est permis » : guerres externes et internes, crises. De même, si la plupart des violeurs appartiennent aux couches exploitées de la société, ce n'est pas tant que la répression sexuelle y soit plus forte mais plutôt que la cohésion sociale y est plus faible. Et c'est tout le paradoxe de cet acte de violence qui, lié au système et servant à le maintenir en menant à son terme la logique de l'oppression des femmes, peut apparaître comme un défi à la société : quelques militants des Black Panthers ne violaient-ils pas des femmes blanches au nom de la transgression d'un tabou sexuel ?

Mais si le viol transgresse la Loi du côté des hommes, il est aussi la punition de la transgression du côté des femmes : une militante politique transgresse l'image de la femme au foyer, de la mère résignée, punition : le viol au fond d'une prison ; et à l'autre bout du quotidien, pour celles qui campent seules (sans hommes), celles qui rentrent seules chez elles le soir dans une nuit et une rue qui appartiennent aux hommes, le viol est punition.

Punir, mais aussi détruire. Car le viol n'est pas si simple qu'il se laisse enfermer dans l'aliénation des rapports bourgeois. Ce qui se mue en acte quand il y a viol remonte du fond ancestral d'un inconscient modelé par la lutte des sexes. Ce n'est pas la jouissance que recherche le violeur, ou plutôt sa jouissance n'est que la conséquence d'autre chose : l'assouvissement d'une haine. « Les femmes ne se doutent pas à quel point les hommes les haïssent », écrit G. Greer. C'est sans doute vrai de la plupart des hommes, à quelle que classe qu'ils appartiennent : notre expérience de la rue est là pour le prouver. Le violeur veut détruire ; le viol est un meurtre symbolique (accompagné parfois d'un meurtre réel) et à travers le corps d'une femme, c'est la Femme qui est tuée. Cette féminité dégradée, concrétisée par un corps providentiellement pénétrable mais aussi cette féminité menaçante, mystérieuse, irréductible à l'ordre mâle, cette féminité terrifiante, c'est cela qu'il faut tuer. Car les hommes qui nous haïssent sont des hommes qui ont peur de nous ; non pas cette peur prosaïque, bien définissable que nous avons, nous, qui avons raison d'avoir peur de leur violence, mais une peur magique, fondée sur leurs fantasmes de castration, leur désir coupable de la Mère, et surtout cette terreur sacrée qu'inspire le mystère de l'opprimé. Ils tuent la femme en nous, mais aussi la féminité en eux, c'est-à-dire cette part d'inconscient que notre exclusion de l'ordre mâle (de la Loi du Phallus) nous a fait incarner à leurs yeux. Et sans doute le monde serait beau si les femmes n'existaient pas, il serait enfin cohérent. C'est un vieux rêve mâle que celui de la communauté masculine. Au VII^{ème} siècle, avant notre ère, Hésiode décrivait l'âge d'or comme un monde sans femme ; et puis Prométhée a volé le feu, et les dieux, pour punir les hommes, ont inventé la femme. En 1975, Burroughs, écrivain bien connu et bien vivant, écrit que les femmes sont une race maudite devant être détruite. D'ailleurs, cette communauté masculine n'est-elle pas en partie réalisée dans l'univers professionnel, politique, où l'on est le plus souvent « entre hommes », sans parler de cette merveilleuse institution dont l'un des rouages idéologiques essentiels est bien l'auto-reconnaissance comme groupe mâle en face du groupe méprisé-exclu : les femmes ; j'ai parlé de l'armée.

Femmes violées, nous le sommes par haine, par peur, par désir d'anéantissement. C'est un beau rêve d'imaginer que cette haine s'éteindra d'elle-même, avec un changement social et des encouragements à la « liberté sexuelle ». Sans groupes d'auto-défense, sans appropriation d'une contre-violence de notre part, nos lendemains ne chanteront sans doute pas...

... Mais on dit derrière moi qu'il y a des traîtres à l'ordre mâles, à la loi phallique. Sauvés ?

Valérie.





Le film commence comme un porno classique mais, à la fin de l'orgie, la vedette est réellement torturée, égorgée, dépecée...

Une actrice argentine a été assassinée comme cela. Sont recrutées de préférence pour tourner ces scènes dont elles ignorent l'issue, des prostituées dont la disparition passera inaperçue. Projections clandestines aux Etats-Unis : 900 Frs l'entrée ; copies : 6750 Frs l'exemplaire !

viol italie

- C'étaient des fascistes de la haute, elles des filles d'ouvriers.

Ce soir là, ils leur donnèrent leur numéro de téléphone, alors qu'ils les avaient prises en stop. Les divertissements, dans leur quartier à elles, sont rares : eux, leur donnèrent rendez-vous dans l'un des bars les plus chics de Rome. Pourquoi ne pas y aller ? Pourquoi ne pas saisir l'occasion de changer d'air et de cadre ?

- Elles étaient vierges. C'est pour cela que les torchons bourgeois se sont indignés et ont versé des larmes de crocodile lorsqu'on a retrouvé Rosaria, le corps détruit par les coups, violée, lorsqu'on a retrouvé Donatella, pratiquement dans le même état, mais vivante. Je dis « mais », parce que pour eux il aurait mieux valu qu'elle se taise.

- Oui, elle a tout dit. Non, je ne prendrai pas certain plaisir à détailler les sévices qu'elles ont subis. Il y en a qui diront que ce n'est pas de l'information... eh bien tant pis !

- Aujourd'hui, on n'en parle déjà plus. C'est de l'histoire ancienne... ou presque. Qui sont-ils ? Des fascistes. Des fils à papa. Quand les femmes sont de leur classe, ils les épousent, pour qu'elles soient décoratives et leur fassent des enfants, continuent la lignée. Ils les épousent et les gardent mineures. Elles ne sont pas leurs égales, mais ils les respectent parce qu'ils les ont épousées.

Quand elles sont de l'autre classe, celle qui travaille, n'habite pas leurs quartiers, alors tout est permis : ils brutalisent, violent, tuent... Des prolétaires, celles contre qui ils s'acharnent... Des prolétaires, peut être même des communistes !

- Nous savons qui ils sont. Ce sont les mêmes, ceux des bombes de Brescia, des bombes de l'Italicus, ceux pour qui fasciste rime avec viril, ceux qui veulent les ouvriers au travail et les femmes à la maison. Nous les reconnaissons dans ces petits chefs et grands patrons qui nous touchent, nous pincet les fesses, mais chut ! C'est la crise... si vous parlez, si vous osez : c'est la porte ! Nous les reconnaissons dans ceux qui nous refusent la contraception, l'avortement, le divorce : dans ceux pour qui notre sexe n'est qu'un vide à remplir, bon gré, mal gré.

Aujourd'hui nous crions : assez ! Pour les violeurs de Donatella, pour les assassins de Rosaria, il y aura une Piazzale Ioretto (1) et ce jour là, nous serons des millions de femmes à nous souvenir.

En ce moment, les avocats des 4 neo-fascistes qui ont torturé Rosaria et Donatella demandent qu'Anglio Izzo et Giovanni Guido passent devant un psychiatre... L'un d'eux, fils d'un promoteur immobilier, a été condamné à 2 ans de prison pour viol, puis libéré peu après...

Mina.

(1) Place où les partisans pendirent Mussolini en 1945.

VIOLLENCE

marseille

LES FAITS : Août 74, deux femmes belges campent dans les calanques à Marseille. Elles sont violées par trois hommes pendant cinq heures. Elles portent plainte. Les trois hommes sont arrêtés, incarcérés et finalement relâchés, inculpés uniquement pour coups et blessures. Pour le juge d'instruction (une femme), malgré les traces de coups, malgré le traumatisme psychologique évident, malgré l'avortement qui suivra, il n'y a pas de problème : elles étaient consentantes malgré une résistance passagère (... réaction bien « féminine » !)

Ce furent d'ailleurs les arguments des avocats des violeurs pendant le procès : « La résistance à ses caprices et la volonté ses mystères », et puis c'était l'été... « il faut comprendre ces jeunes gens » (l'un d'eux a 5 enfants !). « il ne faut pas compromettre leur avenir pour ce qui n'est après tout qu'une blague de vacances ».

Bafouées, ridiculisées, accusées enfin (elles provoquaient...), ces deux femmes ont pris contact avec les courants féministes de Marseille. Les groupes femmes ont décidé de mener campagne.

LA CAMPAGNE : Il était dangereux et difficile de se limiter à la défense des deux filles, sans plus d'explications. Nous avons préféré partir du cas des deux femmes, pour faire une campagne qui s'adresse à toutes. C'est à dire montrer que la femme subit constamment un viol dans la société capitaliste. Parce qu'elle est réduite au rôle de mère ou d'épouse, parce que si elle trouve un travail elle est à la merci du petit chef ou du patron, parce qu'elle doit être possédée pour être protégée, parce que sinon elle est à prendre, parce qu'une femme n'a pas à être seule le soir dans la rue, ni au cinéma. Parce que dans les pays fascistes, ce n'est pas un hasard si le viol attend toutes les femmes qui remettent en question leur statut, si la torture sexuelle sous toutes ses formes leur est systématiquement appliquée.

◆ Mais cette campagne ne s'adresse pas qu'aux femmes. D'abord, parce que ceux qui violent, qui agressent ne sont pas des martiens, ce sont les hommes, ceux de tous les jours, ceux que nous côtoyons partout. Ensuite parce que nous nous battons contre le système capitaliste et que nous ne sommes pas les seules à le faire. Partout où cela a été possible, nous en avons discuté en section syndicale. Que ceux qui n'hésitent pas à condamner les crimes racistes, soient aussi prompts à condamner les crimes sexistes ! Pour beaucoup d'hommes, le viol n'est pas chose très grave. La sexualité de la femme, pour eux, c'est recevoir et non pas désirer (ou alors, c'est une « salope » et raison de plus pour en profiter). Le refus de la femme est perçu comme normal et faisant partir du « jeu amoureux ».

◆ Pour nous, il ne s'agissait pas de demander un renforcement des forces de police ou des condamnations exemplaires pour les violeurs. Il est important de le souligner parce que nous avons eu des débats là-dessus dans les groupes (en particulier sur le problème des condamnations). C'est l'intention que nous prêtait LIBERATION en tirant un de nos articles « A bas les violeurs » et en nous accusant de nous en remettre à la justice bourgeoise.

◆ Notre campagne était rythmée par deux étapes : le procès en correctionnelle et, éventuellement, si nous gagnions le procès, en Assises.

◆ Notre premier travail fut la popularisation. Pour mobiliser les femmes, pour leur faire prendre conscience que, même si elles ne se reconnaissent pas dans ces deux femmes, au premier abord, elles étaient toutes concernées. Nous avons publié des tracts sur les marchés et sur nos lieux de travail, un N° spécial des Petroleuses, etc. Je signale pour celles qui ne l'ont pas eu qu'il contient un article d'un ancien bidasse qui explique comment l'armée fabrique de futurs violeurs.

◆ Le procès en correctionnelle s'est tenu en septembre. Nous étions 40 à y assister, ce que le juge n'a pas eu l'air d'apprécier, pas plus d'ailleurs que la pile de télégrammes qu'elle avait reçus.

◆ Nous avons remporté une première victoire. Le tribunal reconnaît qu'il y a eu viol et s'en remet aux Assises. Les trois hommes ont fait appel. Et nous serons au rendez-vous. Nous nous servirons de ce procès comme d'une tribune pour tout ce que nous avons à dire. Nous avons prévu un certain nombre de témoignages : une militante syndicale expliquera l'agression sexuelle subie quotidiennement par les femmes au travail, mais aussi comment les patrons utilisent l'oppression comme un moyen de division de la classe ouvrière. Une infirmière parlera de ce qu'elle voit chaque jour, des femmes battues, agressées et violées, comment les femmes vivent cette violence. Un bidasse témoignera de ce qu'est le viol pour les hommes et du rôle de l'armée comme école de machisme, etc.

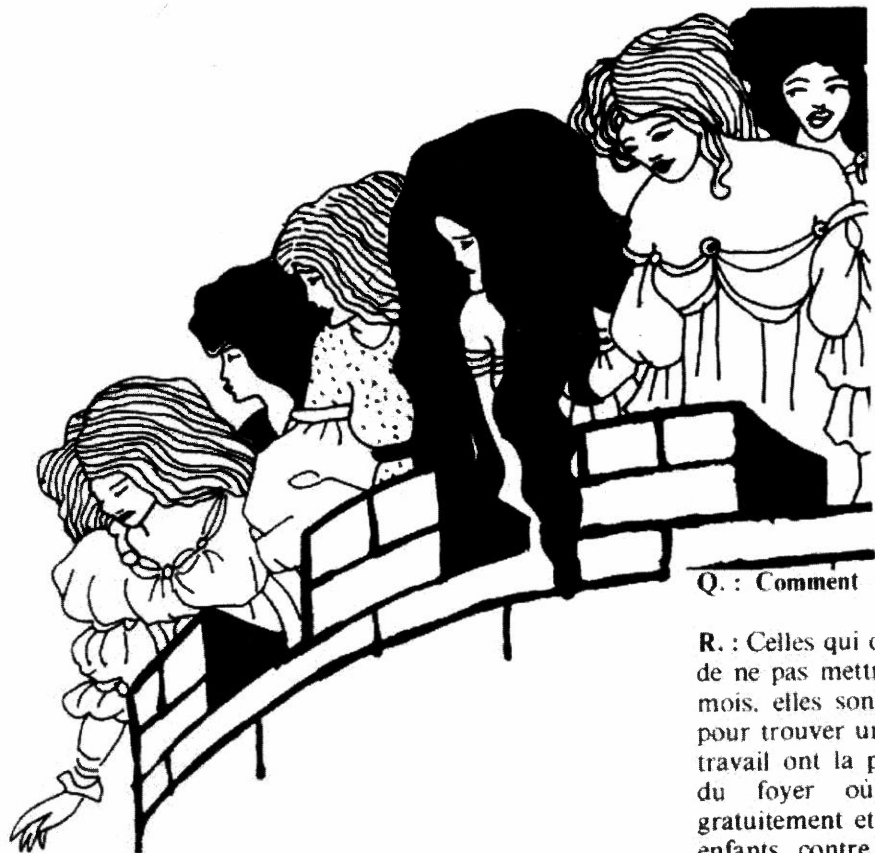
◆ Ce qui importe aujourd'hui, c'est que cette campagne soit nationale. Le viol de Marseille n'est pas un cas isolé. Il y en des milliers, peu de femmes portent plainte, la peur, la honte les retiennent, et les violeurs s'enhardissent car ils croient que nous nous taisons.

◆ Maintenant, nous oserons, maintenant nous parlerons, maintenant nous les dénoncerons.

◆ Le viol est un crime commis contre les femmes, un crime sexiste !

◆ Nous dénonçons la police et la justice qui, pour se prononcer, tiennent compte du statut social et de la race du violeur et du degré de respectabilité qu'elles attribuent à la victime (être bonne mère-épouse, être retrouvée pieds et poings liés, voire morte, pour montrer qu'on préfère perdre la vie plutôt que de céder à bout de forces...)

◆ Une femme de Marseille



LES FEMMES DE PAULINE ROLLAND PARLENT

Question : Qu'est-ce que la résidence Pauline Rolland ? Comment les filles y sont-elles arrivées ?

Réponse : La résidence Pauline Rolland dépend du bureau d'aide sociale de la Ville de Paris. Ce foyer est censé héberger les femmes démunies et leurs enfants correspondant aux normes d'âge en vigueur.

Les femmes y sont dirigées après être passées entre les mains d'une assistante sociale et après avoir séjourné quelques temps à l'asile de la rue Stendhal.

Q. : Qu'est-ce que l'asile ?

R. : c'est un centre d'hébergement provisoire qui accueille les femmes en vue de les orienter vers d'autres centres (elles y restent au plus 3 jours) où les conditions sanitaires et alimentaires sont épouvantables (cafards dans la douche, lits tâchés de sang...)

Q. : Quelles sont les femmes qui arrivent là ?

R. : Arrivent au 35 rue Fessard une majorité de femmes ayant échappé à un mari violent, qui ont pu (ou non) réussir à emmener leurs enfants : certaines sortent des foyers maternels où elles ne peuvent plus rester parce que leur enfant a plus d'un an ; des personnes âgées (plus de 50 ans) qui ne peuvent plus trouver un travail à l'extérieur ; quelques femmes seules sans enfants qui n'ont ni ressources ni logement

Q. : Comment sont-elles reçues ?

R. : Au début elles passaient entre les mains d'un médecin et d'une assistante sociale. Depuis 3 mois, il n'y a plus personne à la suite de « désaccords » entre eux et la directrice.

Toutes les femmes doivent passer un examen médical rapidement expédié par un médecin qui a autre chose à faire (diagnostic de maladie de cœur pour une pleurésie !). Elles reçoivent un paquet contenant 2 draps, 2 couvertures, 3 serviettes, des couches pour enfants, 1 pyjama, 2 gants de toilette, 1 serviette de table, 1 mouchoir, 1 sac de linge sale. On fait immédiatement signer un papier pour la réception de ce paquet. En montant, on s'aperçoit rapidement qu'on est 3 ou 4 filles par chambre (200 filles, 66 chambres avec leurs enfants)

Q. : Quelles sont les conditions de « vie » au foyer ?

R. : On apprend de bouche à oreille - Non ! d'interphone à fille ! - au bout de quinze jours le prix de notre première quinzaine : 12 Frs par adulte et par jour, plus 4,50 Frs le repas supplémentaire, plus le prix de la crèche des enfants (souvent salaire et tarif officiels des crèches de la Ville de Paris)

Q. : Comment peut-on payer ?

R. : Celles qui ont du travail y arrivent à condition de ne pas mettre un sou de côté car au bout de 3 mois, elles sont obligées de partir sans économie pour trouver un logement. Celles qui n'ont pas de travail ont la possibilité de travailler à l'intérieur du foyer où elles seront logées, nourries gratuitement et ne paieront pas la crèche de leurs enfants contre un « salaire » de 20 à 100 Frs maximum par mois. Une aumône de 100 Frs pour parfois 13 heures de travail par jour

Q. : Comment se déroule la journée au foyer ?

R. : Réveil à 6 h 30. Petit déjeuner entre 6 h 30 et 7 h 30 : café au lait, confiture et pain rassi. Départ au travail après avoir placé l'enfant à la crèche qui ne les reçoit qu'à 7 h 45 (si elles ont un travail commençant plus tôt, c'est la démerde pour le gosse).

Pour celles qui travaillent à l'extérieur, le repas du soir est à 19 h 30 ou à 21 h 30 (après l'avoir signalé et avoir pu certifier que c'est dû aux horaires de travail) Pour celles qui travaillent à l'intérieur (buanderie, cuisine, couture ou crèche), repas à 12 h - reprise du travail à 12 h 30 (impossible de sortir durant la journée pour elles). A 16 h : goûter. Le soir, repas à 18 h (après les 30 minutes pour manger qui évitent que les filles se parlent). Heure obligatoire de rentrée pour celles qui travaillent à l'extérieur : 21 h 30. Si elles ne sont pas rentrées à l'heure, on a un rapport (au bout de 3, mise à la porte d'office).

Extinction des feux à 22 h 30. Le courrier distribué au moment des repas est parfois ouvert. Il est interdit de téléphoner, sinon pour chercher un travail. On peut recevoir des messages mais on ne peut prendre le coup de fil. Les visites sont interdites durant la semaine (sauf le jeudi après midi pour celles qui travaillent à l'intérieur) Le week-end, les visiteurs doivent attendre les filles dans le hall.

Q. : Comment fonctionne la crèche ?

R. : Elle est ouverte de 7 h 45 à 19 h 30. Elle est tenue par des « puéricultrices » (qui tirent les enfants par les cheveux et leur tapent dessus) et des pensionnaires du foyer. Les enfants reçoivent le matin et à 4 heures un minuscule gobelet de lait et une demie-tartine. Le repas du soir est à 17 heures : les enfants ne peuvent avoir du rab car les puéricultrices mangent le reste (toujours la même purée !). Exemple : mon enfant a vomie à plusieurs reprises alors qu'il était à la crèche, je m'en suis aperçue en sentant ses mains, personne ne me l'a jamais signalé.

Q. : Avez-vous d'autres détails concernant la vie du foyer ?

R. : Surveillantes dans les couloirs, interphone branché, interdiction de se rencontrer dans les chambres, réunions non autorisées, salle de « réunion » où les interphones sont continuellement branchés, division entre les filles et racisme entretenu par la direction. Exemple : Mon enfant était malade (fièvre), on m'a commandé une ambulance pour le mener à l'hôpital. Le même soir, une petite fille atteinte d'une otite purulente avait plus de 40 de fièvre : on a forcé sa mère à le conduire à l'hôpital en métro et comme on avait oublié de lui signer un bon d'entrée pour l'hosto,

elle a dû revenir par ses propres moyens, sa gamine sur les bras. Cette femme était arabe. Pure coïncidence ! De plus, comme rien n'est fait pour informer les femmes de leurs droits, les femmes immigrées sont particulièrement pénalisées par cette situation.

Q. : Comment la lutte a-t-elle commencé Est-ce la première ?

R. : Elle a commencé lorsque 14 flics et 4 chiens sont venus jeter à la rue 2 femmes insolubles, dont l'une crachait du sang. Auparavant, ces filles avaient déjà été expulsées mais, pour respecter la « trêve de Noël » après que nous ayons fait un sitting dans le hall, elles avaient été réintégrées. Il y a eu d'autres cas de femmes jetées à la rue : le dernier exemple, une Yougoslave gravement malade (atteinte d'une tumeur à la gorge, ayant perdu 25 kg en 3 mois et en instance d'être opérée, incapacité de travail) a été obligée par la direction à travailler à l'intérieur du foyer. Après plusieurs évanouissements, elle a été enfin admise à l'infirmerie... pour peu de temps puisqu'elle a été expulsée parce qu'elle n'était pas rentable pour l'établissement (valises placées dans le hall en rentrant un jour de l'hôpital)... Elle se retrouve actuellement à la rue sans travail ni logement.

Ces événements, en particulier, nous ont amenées à nous révolter : nous avons pris contact avec diverses organisations (de gauche et d'extrême-gauche) et différents journaux.

Nous avons rédigé et distribué des tracts dans le quartier et des pétitions bien accueillies par la population.

Nous comptons présenter cette pétition à Mme Giroud. Nous comptons nous exprimer lors d'un meeting de l'UL CFDT du quartier et nous comptons sur la solidarité des femmes : d'ailleurs nous avons pris contact avec les groupes femmes du quartier

Q. : Quels sont les problèmes rencontrés dans la lutte ?

R. : Les femmes du foyer sont sujettes à toutes sortes de pression :

- on les menace de mettre leurs enfants à l'assistance publique (ce qui a déjà été fait)

- de les jeter à la rue du jour au lendemain (déjà fait)

- on exerce un chantage auprès de l'employeur, on les menace de révéler d'éventuelles liaisons à l'ancien mari.

- les filles sont divisées, peuvent difficilement s'organiser et vivent dans la peur et la culpabilisation (« Encore un enfant qui n'aura pas de père ! »)

- d'autres filles, découragées, abattues, préfèrent encore retourner chez un mari brutal auquel elles avaient tenté d'échapper

Etant données ces conditions, la plupart des femmes du foyer n'osent pas agir tant qu'elles ne seront pas sûres d'un appui extérieur ainsi que d'une aide et d'un soutien (lorsqu'elles se retrouveront à la porte)

Q. : Et maintenant ?

R. : Nous comptons sur la solidarité des femmes et de la population du quartier et espérons des offres nombreuses pour l'hébergement de ces femmes et de leurs enfants.

Venez témoigner et soutenir avec le
comité de soutien aux Pauline Rolland
tous les vendredis de 18 à 21 heures
Cave du pré S^t Gervais Paris 19^e

Exigeons :

- la cessation des expulsions
- le départ immédiat de la police
- le SMIC pour toutes celles qui sont obligées de travailler à l'intérieur du foyer.
- la possibilité de contredire les décisions de la direction
- un régime égal entre Françaises et immigrées
- un changement de direction
- la réouverture de la prisonnière
- l'attachement de la mère au foyer
- des mesures LIBRES, plus de biens de sortie
- une assistante sociale, un psychologue
- des stages de formation de l'A.N.F.E.
- un service gynécologique et une information contraceptive
- plus de limite de temps pour partir du foyer et priorité pour la recherche d'un logement, d'un travail et d'une crèche.

lettrés des fabliaux du Moyen-Age, de Rabelais et de Molière où la correction conjugale est érigée en ressort comique ; vague excitation sadique aussi : femme battue avant d'être violée... Indifférence narquoise enfin que suscite l'évocation des « affaires privées » des autres. Après tout, ça les regarde...

Et puis, d'ailleurs quelles femmes battues ? Les prostituées par leurs maes, sans doute, quelques malheureuses du lumpen-prolétariat ? Un phénomène marginal ? Eh bien non, il y a beaucoup de femmes battues et la liaison téléphonique de S.O.S. femmes, vite saturée, l'a prouvé.

Jadis, les chefs de famille avaient droit de correction sur femme et enfants. Napoléon l'a fait inscrire dans le Code Civil et les coups pleuvaient avec la bénédiction du législateur et la bonne conscience du patriarcat. Aujourd'hui, le « Droit » autorise toujours à battre ses enfants, mais plus sa femme. Des milliers d'hommes battent toujours « leur » femme, combien sont condamnés pour violence à épouse ou compagne ? Le mariage fait de cette violence une affaire privée où, qui sait, les torts sont certainement partagés. On connaît le proverbe : « Bas ta femme, si tu ne sais pas pourquoi, elle le sait ». S'il vous jette le potage de légumes à la tête, c'est qu'il ne lui plaît pas, vous n'aviez qu'à le faire meilleur.

On entend dire : mais ces femmes, pourquoi ne quittent-elles pas l'homme qui les frappe ? Partir ? Pour aller où ? Quand on n'a ni métier ni logement alternatif, ni argent ? Quand il y a les enfants, quand s'en aller c'est « désertier le domicile conjugal » et risquer de se voir retirer la garde des enfants contre son gré ? Aller dans les commissariats où nous attendent les ricanements des flics, y trouver un refuge ? Aller dans les services sociaux où on encourage les femmes à sauver leur ménage avant tout, à donner une nouvelle chance (sic) à l'époux trop emporté, à recoller les morceaux en acceptant toujours plus ?

S'étonner que les femmes ne partent pas, c'est ne pas comprendre la force de cette illusion (la tienne, la mienne) qui veut que les hommes soient améliorables par la douceur, la persuasion, le dévouement un jour récompensé... Le mythe de la brute au cœur tendre, celle qu'à force d'amour on fera fondre un jour, c'est sûr, n'a pas fini de nous empoisonner. Et puis il y a la solitude, dont la perspective décourage tant d'entre nous...

Et si nous disions NON ? Et si nous comprenions que nous ne vivons qu'à ce prix ?

DES CENTRES D'ACCUEIL POUR LES FEMMES BATTUES !

Nous ne voulons pas nous transformer en œuvre philanthropique, mais au contraire demander des comptes à cette société qui enferme les femmes dans leurs foyers au prix des pires violences.

Nous ne voulons plus subir, nous voulons lutter.

Nous voulons que l'Etat donne aux femmes les moyens de quitter leur « foyer », d'assurer leur autonomie financière.

Nous voulons des centres d'accueil qui fournissent aux femmes une réelle formation professionnelle, rémunérée et leur donnant un métier.

Nous voulons des centres d'accueil où les femmes battues pourront résoudre les problèmes juridiques posés par leur situation, nous exigeons la présence d'un collectif d'avocats et d'avocates payés par l'Etat.

Nous voulons des centres d'accueil, mais aussi les moyens d'en sortir, c'est à dire de trouver un logement aussi (priorité de relogement).

Nous voulons que les femmes puissent venir dans ces centres avec leurs enfants si elles le désirent, ce qui implique l'existence de crèches ouvertes en permanence, de garderies qui puissent les accueillir.

Nous voulons des centres d'accueil où les femmes battues puissent trouver un service médical compétent, susceptible de les aider à surmonter la peur constante qui les étouffe et les séquelles des sévices qu'elles ont subies.

Nous voulons des centres d'accueil où employées et usagères se donnent les moyens de contrôler la gestion et l'organisation, mais entièrement financés par l'Etat.

Nous ne demandons pas des hospices ni la charité !

Mais les moyens de lutter contre la violence que produit cette société.

Nous ne voulons pas des foyers-prisons comme il en existe certains aujourd'hui.

Nous savons que c'est à travers la lutte collective que nous ferons céder ceux qui créent les conditions de cette violence.

Nous proposons donc que, dans ce cadre, soit discuté et élaboré par les groupes de femmes un manifeste ou une charte précisant les objectifs des centres d'accueil que nous voulons, prélude à une campagne massive du mouvement des femmes.

FEMMES

BATTUES !!

Quand un surveillant général de CET fait régner l'ordre à coups de poings dans son établissement, quand un gradé se défoule sur un appelé, des tracts sortent, des appels à la grève, à l'insubordination, on s'élève à gauche.

Quand une femme se fait battre par son mari, plus d'indignation. Une femme battue, c'est un peu du boulevard, cela fait rire. Souvenirs pour nos

Femmes violées à Marseille parce qu'elles sont seules la nuit.
Femme violée à New-York parce qu'elle est portoricaine.
Femme violée parce qu'elle est gauchiste, algérienne et qu'elle fait du stop.

Femmes violées, tuées demain encore, puisque pour eux la pseudo libéralisation sexuelle qu'offre aujourd'hui la bourgeoisie, signifie la liberté de se servir de nous, quand ils le veulent.

A Marseille, des femmes ont lutté afin que les hommes violeurs des deux femmes suisses passent en procès.

Ines Garcia a tiré sur l'un des hommes qui l'avait violée ; grâce à une forte mobilisation, elle a bénéficié de la légitime défense alors que les juges violeurs voulaient l'inculper d'homicide volontaire.

A Paris des femmes ont voulu faire justice elles-mêmes : elles retrouvent le violeur.

Les femmes ne se taisent plus. Ne pas taire un viol, c'est refuser d'admettre que les corps des femmes n'existent pas, c'est refuser la négation de notre sexualité.

Si la riposte est pour nous nécessaire, c'est que nous tentons de nous réapproprier un corps que l'homme violeur a voulu anéantir. Mais la vengeance des femmes violées quotidiennement ne peut être la simple opposition d'une violence à une autre violence. Car le viol est une violence spécifique (expression paroxystique de notre oppression) : cette violence n'a pas de réplique, elle ne se renverse pas.

Ce que nous voulons en exigeant que justice soit faite, c'est mettre à jour et briser les règles qui mettent en scène l'anéantissement généralisé des corps des femmes.

C'est ainsi que nous comprenons l'exigence des procès, avec un contrôle maximum des femmes sur ces procès.

Nous ne déciderons pas des peines : ce que nous voulons, c'est qu'il y ait procès pour viol et non pas pour coups et blessures, qu'il y ait reconnaissance du crime sexiste.

Juridiquement, le viol est « le fait de connaître charnellement une femme sans la participation de sa volonté » ; ou encore : « le coït illicite avec une femme qu'on sait n'y point consentir » (art 330-333). De la définition du viol, il résulte que ses éléments constitutifs sont au nombre de trois : (juris classeur

- 1) un fait matériel consistant dans le coït ;
- 2) le défaut de consentement de la femme ;
- 3) l'intention criminelle.

Au cours des procès, le deuxième et le troisième éléments ne sont jamais prouvés.

Au mépris des protestations de la femme, juges et violeurs déclarent qu'elles étaient consentantes. L'intention criminelle n'est jamais reconnue, car l'homme-violeur accuse (avec l'accord général) la femme d'avoir été provocante et de ne pas avoir laissé supposer une quelconque résistance.

En exigeant des procès pour viols, nous obtiendrons que les voix des femmes soient entendues. Nous pensons que la signification politique d'un appel à la justice bourgeoise pour viol (délits spécifiques) n'est pas la même que pour tout autre délit. Il ne s'agit pas, en cas de viol, du procès de marginaux produits et victimes d'une société prête à les condamner. Il s'agit de la société masculine/machiste se jugeant elle-même, contrainte à se poser la question d'un de ses fondements. L'oppression des femmes (d'où le consensus général pour qu'une telle forme de procès n'ait pas lieu, mais soit remplacée par un jugement pour simple acte délictueux).

Cependant, pour que la signification politique puisse être à l'œuvre, il est nécessaire que les femmes soient présentes nombreuses à ces procès (femmes avocates, femmes dans la salle). La forte mobilisation à New York, à Marseille répond à cette nécessité.

Et que les moralo-gauchistes ne nous fassent pas de faux procès. Nous n'envoyons pas par cette démarche tous les plus exploités devant les instances juridiques bourgeoises. Nous renvoyons plutôt tous les hommes violeurs à eux-mêmes. Il y a un plaisir spécifique pour l'homme dans la mise en scène et la réalisation du viol (cf le nombre de viols collectifs), qui n'a pas un lien direct avec les conditions économiques d'existence. Celui qui viole n'est pas celui qui n'a pas 100 F pour payer une prostituée.

Par ailleurs, s'il est vrai que les nombreuses manifestations de la violence, le détournement et le renversement de la morale sexuelle atteignant aujourd'hui toutes les classes, annoncent la décomposition de la société bourgeoise, les femmes n'attendent pas sa chute avec la peur dans leurs têtes. Les femmes, par leur lutte, se réapproprient un corps, un sexe, que les hommes ne peuvent accepter que phantasmes et dominés.

Catherine

FEMMES VIOLÉES

AGRESSION

Marcher dans la rue pour nous, ça veut dire faire attention où on va et ne pas pouvoir aller où on veut. Ça veut dire faire attention où on regarde et ne pas pouvoir regarder où on veut, parce que si notre regard croise celui d'un mec, il a gagné, on l'a regardé, alors on lui appartient déjà un peu... Ça veut dire être regardée, déshabillée des pieds à la tête par un mec ou deux, se faire siffler, injurier, peloter, agresser. Ça veut dire de faire suivre, régulièrement chaque fois qu'on a osé sortir seule le soir, qu'on rentre d'une réunion: c'est savoir qu'à chaque seconde un mec sera là pour nous rappeler que nous avons un corps, que dans ce corps il y a un trou et que lui, le mec, il a un pénis, et qu'avec ce pénis il peut faire n'importe quoi de nous puisqu'il est pouvoir, puissance, force, supériorité, et qu'alors il s'appelle phallus et que le phallus est un peu le maître du monde... Et on n'a qu'à fermer notre gueule...

Eh bien moi, j'en ai marre de fermer ma gueule, marre de me demander ce qu'allait dire ou faire le mec qui allait me croiser dans une minute, marre de contrôler mon regard, marre de baisser les yeux, marre qu'on se permette de me toucher, de m'insulter, et marre de penser que je vais vivre ça pendant des années à CHAQUE fois que je sortirai dans la rue.

Alors, j'ai commencé à cogner les mecs dans la rue. Tous ceux qui, à portée de ma main, m'insultaient, m'interpellaient ou me pelotaient... Je l'ai fait systématiquement pendant un moment tellement ce besoin de violence accumulé en moi se faisait sentir.

Alors, évidemment, ils m'ont cognée, menacée... Face à un mec, je n'ai pas le rapport de force, mais face à deux, à cinq, pas la peine d'y penser... Alors, ça n'est plus systématique, mais cette agressivité, cette violence, elle est toujours là, et elle augmente, et une fois sur dix je ne peux pas faire autrement...

A mes risques et périls... Certes, mais jusqu'à ce que je sache me battre... Parce qu'on a besoin d'apprendre, évidemment. « Pour sortir dans la rue et être sûre de ne pas vous faire vider, apprenez à vous battre... » Voilà, c'est tout ce qu'on a à faire et puis, pourquoi pas ?, après s'organiser en commandos, en milices, quadriller les quartiers, villonner les rues...

Ils nous traitent en objet sexuel, en nous réduisant à rien d'autre. Ils nous nient. Souvent, nous ressentons le besoin de faire subir à un énergumène mâle ce que nous subissons à la puissance... (incalculable) C'est en quelque sorte une façon de nous réapproprier ce qu'ils nous ont pris.

Nous savons trop bien pourquoi, dès que nous quittons nos foyers, nous sommes en butte aux réflexions, aux agressions, aux violences provenant des hommes. Hors du foyer, c'est la vie, le monde qui leur appartient, qui nous est interdit. Revendiquer d'être dans la rue au travail et ailleurs, c'est vouloir se réapproprier notre corps, exister comme des êtres à part entière et non plus des objets en proie à tous les fantasmes des agents du pouvoir. La démarche qui est celle de travailler hors du cadre familial déclenche le processus d'autonomisation des femmes, entraîne une rupture avec l'enfermement, l'isolement. Nous sommes de fait confrontées avec le monde extérieur, qui nous rejette ou s'approprie notre corps. Du travail, avec les autres femmes, dans la rue, sur les affiches, dans le mouvement, nous nous apercevons que ce malaise, cette peur, l'agression subie, ne sont pas personnelles. Que c'est le sort de toutes les femmes. C'est le début d'une conscience collective.

Lorsque nous nous sentons fortes entre femmes, nous subissons moins l'oppression. Savoir qu'on peut répliquer, sans baisser la tête et se sentir coupable, c'est se donner effectivement la vision que les choses ne sont pas immuables. Le système capitaliste est un système de mort, sa dégénérescence maintient et exacerbe la violence

que les hommes exercent sur nous. Notre lutte contre ce système passe nécessairement par une certaine violence. Lutter, c'est aussi essayer de poser dès maintenant les bases de ce que nous voulons. Il s'agit de nous en donner les moyens avec tout ce que cela implique de remise en question à tous les moments de notre vie quotidienne. Le combat que nous menons pour détruire et dépasser les valeurs mysogynes et patriarcales se pose surtout en termes de rapport de force à opposer au pouvoir machiste.

Il ne faut pas, sous prétexte que nous avons toujours été douces et passives, reprendre à notre compte l'idéologie patriarcale qui veut qu'une femme soit ainsi, mais bien sortir de l'image dans laquelle on nous enferme.

C'est pourquoi nous voulons discuter ensemble de notre rapport à la violence.

La volonté de considérer que nous voulons vivre dans certaines dehors comme dedans nous donne une certaine détermination dans nos agissements face aux hommes et nous avons moins peur, moins peur de nous faire accoster dans la rue, moins peur de répliquer. Nous sommes prêtes à rosser le premier cow-boy venu. Ce qui nous donne la force de transgresser notre image, la force d'affronter notre oppression jusque sur les terrains les plus atomisés, c'est dans le mouvement des femmes que nous le trouvons.

Il est important que le débat concernant le type de rapport de force que nous voulons établir circule dans le mouvement. Ainsi d'ailleurs que des discussions sur les moyens que nous nous donnons. Nous avons pensé à la création d'un groupe de réflexion là-dessus, ou, dans un premier temps, à la publication de lettres, textes, sur ce thème, ce qui nous mènera bien loin en avant...

LORETTE ET DOMINIQUE
QUI S'ENERVENT DE PLUS EN PLUS

à Rome le 6 Décembre

20 000 !

20 000 femmes pour se faire entendre.

20 000 femmes qui luttèrent pour l'avortement libre et gratuit.

C'était très beau, très sympa. On pourrait finir l'article en disant : manifestation nationale de femmes sur l'avortement se déroulait à Rome ce samedi 6 décembre, organisée par les féministes, point.

Et bien non ! C'était plus que ça. C'était « l'avortement oui, mais c'est fini... ! », nous les femmes, on avait beaucoup travaillé à cette manifestation. On avait envie d'autre chose que les promenades rituelles organisées habituellement par la gauche ou l'extrême gauche. Pour cela on s'était, comme on dit, « donné les moyens » (quel vilain mot !):

plusieurs réunions unitaires nationales du mouvement, propagande massive, etc... on a même fait notre service d'ordre de femmes (eh oui !). Il y avait tout le monde, on s'était mises d'accord, les groupes s'étaient fabriqués selon leurs moyens, des banderoles très belles, très colorées, des panneaux qui ressemblaient à de véritables fresques murales et qui expliquaient à la Rue ce que nous voulions : des crèches, des services sociaux, des crédits pour pouvoir avorter dans les structures hospitalières et de manière décente, une réelle contraception à la portée de toutes, la possibilité pour les femmes de décider seules si elles auront ou non un enfant, et de vivre leur sexualité.

Bref, tout se présentait parfaitement bien et de fait ce fut presque parfait. Je dis presque car nous avons du nous affronter à un problème : celui des relations avec une composante de l'extrême gauche qui adhérait à la plate-forme du C.R.A.C. (Centro romano aborto contraccezione) : **Lotta Continua**.

En effet, les camarades de Lotta Continua voulaient imposer un cortège totalement mixte et des banderoles spécifiques d'organisation avec, en particulier, leur mot d'ordre favori : « Démission du gouvernement Moro » (démocrate chrétien). Ça n'est pas qu'on soit contre en soi, mais on avait décidé démocratiquement lors des réunions de coordination nationales qu'il était conjoncturellement plus important de faire pression sur toutes les composantes parlementaires qui discutaient ces jours là cette loi. Pour prouver qu'ils avaient politiquement raison, les camarades de Lotta Continua n'ont pu que nous agresser physiquement. A croire qu'ils avaient du mal à tolérer notre expression autonome dans le cadre d'une manifestation sur un thème qui nous concerne au premier chef et dont nous avons eu l'initiative. A Lotta Continua, on ne semble pas avoir les idées très claires sur l'oppression des femmes et l'autonomie de leur mouvement. Le comportement qu'ils ont eu à notre égard pendant la manifestation est du plus pur style phalocrate et contre-révolutionnaire.

Malgré cet incident grave, la manifestation fut grandiose (j'ai l'impression d'être un peu triomphaliste). Ensuite, on a tenu un meeting où il fut annoncé publiquement que nous pratiquions un avortement à Rome et que nous organisions des voyages en Angleterre. Une copine nous a parlé de son avortement, comment elle l'avait vécu, son histoire ressemblait à celles de beaucoup d'entre nous.

Pour finir, il y a eu des chansons de femmes.

Aujourd'hui le mouvement continue fort de cette victoire. Nous sommes beaucoup et le pouvoir le sait.

Mina.



nous sommes toutes PROSTITUABLES

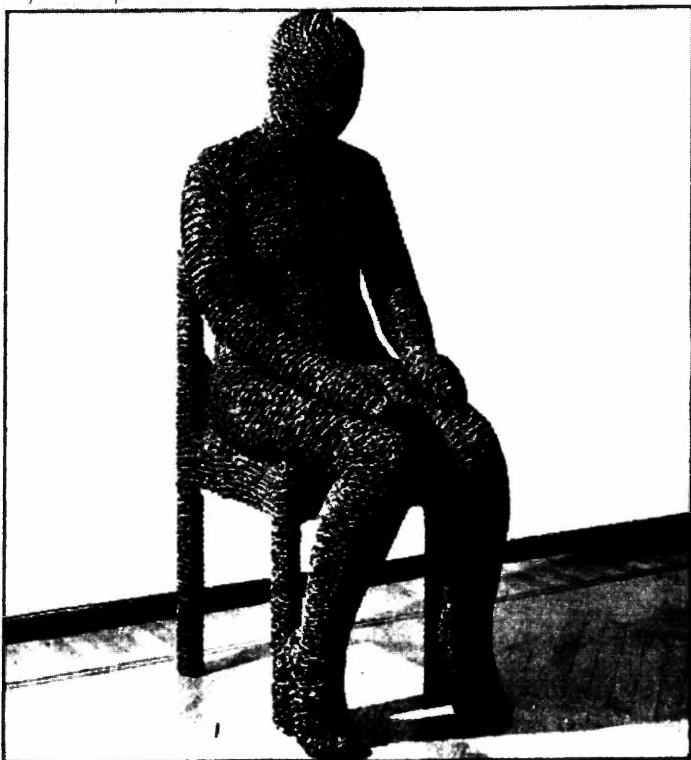
Lorsque les prostituées ont occupé les églises, nous avons eu le sentiment que quelque chose d'important se passait pour la première fois. Nous nous sommes senties concernées, tout de suite, sans pouvoir expliquer totalement pourquoi. Solidaires de leur lutte, ulcérées par le voyeurisme de tous, une distance persistait pourtant. Un quotidien différent, certes. Mais aussi l'impossibilité d'adhérer complètement aux objectifs du mouvement des prostituées.

La prostitution s'inscrit dans le cadre des rapports marchands de la société capitaliste, donc du profit : la prostituée est une marchandise, vendue/achetée. La prostituée est une femme : pourquoi, dans la prostitution, est-ce justement le corps des femmes qui est massivement vendu ?

Cette question nécessite une analyse beaucoup plus approfondie que ce que nous nous proposons de faire ici. Pourtant, une chose est claire : le fait que ce soient les femmes qui se prostituent et non les hommes, à quelques exceptions près, est directement lié à notre oppression spécifique. La femme est réduite à son seul corps qui ne lui appartient pas : notre sexualité ne s'exprime qu'à travers celle des hommes, nous vivons par procuration. Pour qu'ils nous reconnaissent, nous passons **bien** des compromissions, car eux seuls déterminent notre existence. Nous sommes prédisposées à subir toutes les pressions tous les chantages du fait que notre rapport à nous n'est qu'un rapport aux autres. L'idée de n'être rien se fait jour dans notre esprit. Culpabilisées par les pressions sociales, nous sommes amenées, consciemment ou non, à nous auto-détruire. C'est une forme de suicide dont le processus est entamé depuis longtemps.

On a toujours opposé à la prostitution le mariage monogamique. A la femme qui prend possession de la rue, celle qui est enfermée dans la sécurité de son foyer, l'extérieur à l'intérieur. Femmes vertueuses, honnêtes, qui restent chez elles, et les autres, les dégradées, les méprisées, les femmes publiques.

Femmes, nous avons le choix : ou la prostitution, ou la famille. Tous les bourgeois s'entendent à reconnaître que la prostitution est un mal nécessaire, nécessaire à la satisfaction des besoins sexuels « naturels » des hommes (et les femmes, pas de besoins sexuels « naturels » ?). Nécessaire pour sauvegarder la famille bourgeoise, pilier du capital, et son idéologie. Le vice des unes sauve la vertu des autres... Il y a celles qu'on baise et celles qu'on épouse.



Le commerce du corps de la femme est encouragé. Mais il est aussi condamné par ceux-là mêmes qui l'utilisent : ils en font un commerce illicite et lucratif. Les proxénètes manipulent ce qu'on appelle la misère sexuelle, sur le dos des prostituées en particulier et des femmes en général. L'ouvrier qui tire son coup doit être soulagé, il aura l'illusion d'un certain équilibre et d'un pouvoir dont il est dépossédé par ailleurs puisqu'exploité par son patron. Par les redevances, les amendes, les impôts, l'Etat bourgeois lui aussi fait commerce de ce qu'il appelle « l'obscénité », qui n'est autre que le corps de la femme asservi, humilié, vendu.

Ils se servent hypocritement, les crapauds, de la prostitution pour ne pas reconnaître et payer décemment le travail de la femme : la nature du salaire féminin, salaire d'appoint, l'oblige pour survivre à vendre un corps qu'on a tout fait pour détruire. Au XXème siècle, cela s'appelait « le dernier quart de la journée », quand les femmes ouvrières faisaient quelques passes pour arrondir le salaire journalier. Aujourd'hui, ça existe encore : aux P.T.T., par exemple, les macs organisent le racolage des filles des petites catégories. Dans de nombreuses entreprises, le chemin de l'avancement passe par le lit du petit chef.

L'émancipation économique des femmes, premier pas vers l'indépendance, et la liberté de vivre notre sexualité ont représenté autant de dangers pour la classe au pouvoir. Nous, féministes, revendiquons l'une et l'autre.

Nous refusons de choisir entre la prostitution et la famille, double aspect de notre oppression. Tant que nous n'imposerons pas au capital notre droit au travail, que nous n'acquerrons pas notre indépendance économique complète, tant que notre salaire restera un salaire d'appoint, tant que notre corps ne nous appartiendra pas et que les hommes maintiendront leur pouvoir sur lui, la prostitution existera, dissimulée ou non. Tant que le travail restera ce qu'il est aussi : abrutissant, aliénant, exploité, des femmes lui préféreraient le mariage et la prostitution. Et quand une femme se marie parce que c'est le seul moyen pour elle d'obtenir certains avantages matériels, c'est encore de la prostitution.

Le mouvement des prostituées nous a fait prendre conscience que nous sommes toutes prostituables. Mais vendre son corps et vendre sa force de travail, est-ce exactement la même chose ? S'agit-il du même rapport marchand ? Est-ce qu'il implique les mêmes compromissions, les mêmes aliénations ? On nous dit quand on est petite fille : « sois belle et tais-toi », quand on est femme : « sois baisable et tais-toi ». En nous enfermant dans notre silence, les hommes refusent notre existence car l'idée de l'Autre leur est insupportable. Parce que le sexe de l'Autre, notre sexe, n'est pas toléré. Parce qu'il doit être détruit.



En prenant la parole, nous imposons notre existence, nous les forçons à nous reconnaître, nous les obligeons à prendre en compte nos revendications.

En vendant son corps, la prostituée vend son sexe-objet-passif, consommé donc détruit, qui ne lui appartient pas. A travers leur mouvement, les prostituées ont montré qu'elles ne supportaient plus ce processus de destruction. Le fait de parler, de faire connaître leur lutte leur a permis d'imposer leur existence, de sortir un moment du rôle passif ou le rapport marchand les enferme.

En revendiquant un statut de la prostitution, elles cherchent d'abord à se protéger contre l'arbitraire répressif de l'Etat-proxénète. Elles affirment leur utilité (moins de viols, disaient-elles à la Mutualité) en demandant à être reconnues comme assistantes sociales de la sexualité d'un monde aliéné. Elles baptisent leur proxénète « ami de cœur » sans pouvoir remettre en cause le rapport de dépendance totale qui les lie à eux.

« Prostituée, oui ! Putain, non ! » : c'est justement cela qui est impossible. Car il faut que la prostituée ne soit rien pour que le client aille la voir. Et il ne va pas seulement déverser un trop plein, mais aussi exercer un pouvoir. Pas plus pourtant que le salaire maternel ne valorise l'élevage des enfants et le travail domestique de la femme au foyer, un statut officiel de la prostitution ne donnera aux prostituées la respectabilité qu'elles cherchent. Legalisant, avalisant la prostitution, un tel statut institutionnalise en fait la déchéance des femmes. Aménager la prostitution, comme aménager l'enfermement des femmes à la maison, c'est aménager en fait l'oppression de toutes les femmes.

La liberté de vendre son corps est le contraire de la liberté pour laquelle nous luttons. Nous refusons un système où la loi du profit maximum renforce l'oppression séculaire des femmes pour contraindre tant d'entre nous à se prostituer.

Tout concourt à empêcher une prostituée de s'en sortir : macs, Etat, employeurs... Alors ? Attendre les lendemains qui chantent et la libération des femmes ? Non. Nous devons nous battre aujourd'hui pour que toute femme qui veut abandonner la prostitution puisse le faire :

- solidarité des femmes, prostituées ou non, contre les macs !

- un emploi pour celles qui ont un métier, et une formation professionnelle rémunérée pour celles qui n'en ont pas !

- suppression des impôts et des amendes qui enferment dans la prostitution et engraisse l'Etat-proxénète !

Les femmes, pas dans les cuisines, pas dans les bordels !

NATHALIE

Extraits du livre de Claude Maillard
"les prostituées"

BARBARA

Interviewée à la radio dans le cadre d'une émission sur « Féminisme et Psychanalyse », Barbara disait :

« C'est que eux (les hommes), ils s'en foutent de la sexualité... C'est pas le problème des prostituées. Et puis, je crois que c'est ce que les gens pensent, ils pensent que la prostituée fait ce métier-là parce qu'elle est un peu nymphomane, c'est à dire hystérique, qu'elle aime les hommes qui l'emploient. C'est faux. Et les hommes le savent que c'est faux. Et ça, ils le disent à leur femme : les filles, c'est des dévergondées, des vicieuses, c'est des dingues, elles peuvent pas s'empêcher de voir l'homme, d'avoir les hommes. Et les femmes le croient parce que ça les arrange.

Parce qu'elles se disent : nous, nous sommes des femmes honnêtes. Déjà ça, c'est beaucoup. Puis l'homme aussi ça l'arrange de dire que ces filles-là, c'est des vicieuses, parce qu'à partir de ce moment-là, c'est pas sa faute à lui s'il va voir les prostituées. Il va les voir parce que les prostituées lui font des avances. Parce que la prostituée lui fait envisager des choses exceptionnelles. Pour apaiser sa conscience, c'est très important, parce que quand il va voir les prostituées il se sent coupable et en fait, il sait très bien qu'il n'aura rien du tout, parce qu'une prostituée, c'est une histoire de vagin, c'est tout. C'est un sexe qui rentre dans un vagin. Pour beaucoup de clients, je crois qu'ils se masturbent, ça fait exactement le même effet, c'est la même chose. La prostituée, on ne l'embrasse pas, on ne la touche pas, on ne la caresse pas. Ça n'existe pas, ça ne peut pas se faire, ça n'est pas possible, on ne peut pas embrasser un type qu'on n'a... qu'on ne connaît pas, qu'on n'a jamais vu. C'est inimaginable... on ne peut pas embrasser un type qu'on va voir 5 minutes. Le problème de la sexualité n'existe pas du tout chez les prostituées. Puis, de toute façon, une prostituée refuse : je crois que même si elle pouvait éprouver un plaisir quelconque avec un client, elle refuse, elle le refuse. D'abord parce qu'elle se dit que tant que le type a payé mais qu'elle ne se laisse pas aller dans ses bras, elle est quand même beaucoup plus forte en fait. Si elle se laissait aller avec le client, elle aurait l'impression d'être vraiment familière et de lui faire très plaisir. Ça, elle n'en a pas envie, elle n'en a vraiment pas envie.

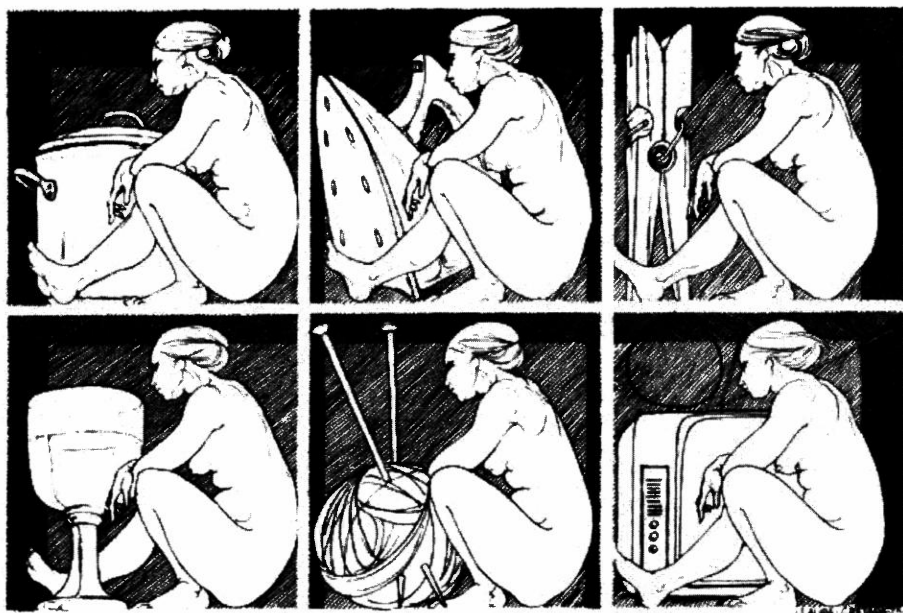
Maintenant, le rôle d'une prostituée qui veut vraiment gagner du fric, c'est de faire semblant. Mais jamais une prostituée ne prend de plaisir avec un client. D'abord parce qu'un client ne la connaît pas. De toute façon, le client ne nous voit pas, il voit des seins et des fesses ; à la rigueur, il voit des yeux. Il n'y a pas une femme, il voit une chose, un truc, qu'on paye pour 5 minutes et c'est tout.

Je suis très prude de nature, je ne peux pas me mettre nue devant mes amies, je ne peux pas me mettre nue devant l'amant. Avec un client, je me suis toujours mise nue. Ça ne m'a jamais gênée. Justement. C'est bien ce qui prouve qu'un client, on ne le voit pas. Il n'existe pas plus qu'un meuble ou que n'importe quoi. S'il n'y avait pas l'haleine sur la figure ou un bras qui essaye de nous enlacer...

Nous, dans notre corps on ne sent rien. Rien. Pas plus que quand on se fait un lavement, quoi que ce soit. Notre corps n'a aucune réaction de toute façon. Même si un homme nous paye très cher, et pour nous caresser légèrement, ils peuvent même le faire, ça ne nous fait rien, ça ne nous bouleverse pas du tout. Toutes ces araignées qui te passent sur les jambes, ils peuvent pas te chatouiller, t'as déjà envie de les jeter...

apprentissage : « au début, nous dit-elle, j'avais des haut-le-cœur... des envies de vomir. Leur machin me dégoûtait. J'étais maladroite. Maintenant j'avale tout. Ça m'est égal... J'prends trois ou quatre whiskies pour être en forme. Avec ça je démarre... »

Proximités : « un jour il m'a dit : "ma chérie, on va devoir se quitter... je t'aime trop." Il m'embrassait beaucoup avec amour. "Je vais sûrement aller en prison : j'ai fait un chèque sans provision. nous n'avons plus d'argent du tout. Comment vas-tu vivre sans moi ?" Nous étions dans un café, sur le boulevard. Autour de nous, il y avait des prostituées à la recherche de clients. Il m'a dit, en me montrant une fille : "si tu faisais ça, je te tuerais". "tu m'aimes tant que ça," Je lui ai dit. Des heures que ça a duré. Pour finir... il a accepté que je fasse quelques passes, ven me surveillant pour pas que j'ai peur. Il m'a expliqué tout ce que je devais faire avec les types et combien je devais prendre. Le lendemain... ça a continué. Au bout de 8 jours, je lui ai dit : "je suis fatiguée". Il m'a dit : "moi-aussi.", et il ne m'a pas parlé de toute la journée. Il est resté couché en me tournant le dos. j'étais malheureuse, je pleurais, alors le lendemain, je lui ai dit que je retournerais. Il est redevenu gentil. Mais il a exigé que je reste plus longtemps au travail. De plus en plus longtemps... Chaque jour.



Il me prenait tout mon argent. Jamais un sou pour moi. C'est lui qui achetait tout. J'étais fatiguée... Je faisais moins de types. Alors il a commencé à me battre... JE ME SUIS SAUVÉE

FEMME

JEANNE DIELMAN (Chantal Anne Akerman)

Des jours infiniment longs.

De vaisselles en cuisine, de ménage en tricot, dans un silence de précautions mesurées et un isolement suicidaire, Jeanne Dielman devient très vite l'insupportable image du « dérisoire » quotidien d'une femme à son foyer, un dérisoire monstrueux qui se passe de commentaires.

Ses ternes habitudes, le rituel du moindre de ses gestes vous envahissent la vie à mesure qu'ils grignotent la sienne.

Avec la froideur lente d'un désespoir figé, elle tue l'envers de son décor, un « désordre » qu'elle n'assumait que par nécessité et ce geste ultime la renvoie à l'inertie totale, mais c'est la tempête.

Un film féministe, sans bavardage, fait par une femme qui sait de qui et de quoi elle parle, une écriture subversive, une écriture féministe.

MICHELE

Arleene Bergmann, professeur aux U.S.A., membre du mouvement anti-guerre militante du mouvement de libération des femmes. Invitée au Vietnam du Nord par l'union des femmes vietnamiennes, elle a voyagé dans les zones libérées du Sud. A la suite de ce voyage, elle a écrit le premier livre sur la situation des femmes au Vietnam. Son livre, "Femmes du Vietnam", est publié en français aux Editions des Femmes. Nous l'avons rencontrée, avant sa parution, à Paris, en 74.

Comment s'est manifestée l'accoutumance de l'oppression de la femme durant la présence américaine?

Le public qui lit Les Petroleuses doit connaître les atrocités que les Américains ont faites au Vietnam. Les moyens particuliers qu'ils ont utilisés contre les femmes au Vietnam ont été surtout le viol. Le viol, c'est le témoignage du sexisme aux USA, nous savons tous les atrocités qui étaient commises au Vietnam, et moi en particulier, militante du mouvement anti-guerre. J'en connaissais pas mal. Mais c'est uniquement depuis que je suis allée au Vietnam en 72 pour travailler notre livre que j'ai entendu parler du viol au Vietnam.

En fait, c'était une politique employée massivement, qui a été délibérément camouflée pendant par exemple durant le massacre du village de X, on a su le nombre de victimes, mais personne n'a su combien de femmes avaient été violées avant de mourir. Il y a d'intéressants témoignages de GFs qui sont rentrés du Vietnam et qui ont participé à ce livre.

Parmi les nombreux GFs qui combattent au Vietnam, peu luttent pour la « défense de la démocratie ». La première façon que le Pentagone utilisa pour motiver les GFs fut de jouer sur deux tableaux : la race et le sexisme. Ils allaient au Vietnam non pas pour défendre la « démocratie », mais pour défendre la race blanche et le mâle.

Avant de continuer, je voudrais préciser quelque chose : bien sûr, beaucoup d'entre eux n'avaient pas le choix, mais certains ont plus collaboré que d'autres, en particulier les volontaires.

Le viol fut un moyen massivement employé pour arriver à ces fins-là. Car évidemment, l'homme retrouvait toute sa puissance, tout son chauvinisme, en humiliant la femme, son inférieure de race et de sexe.

Cette politique pour le Pentagone n'était pas évidemment une politique officielle, ce n'était pas écrit quelque part, mais je suis sûre que c'était une politique délibérément employée et conseillée. Ils encourageaient le viol comme une des tactiques contre-insurrectionnelle, afin de maintenir la terreur sur la population.

Autre chose fut le développement de masse de la prostitution. Ce fut le résultat de l'urbanisation forcée de la population. En 1954, il y avait à Saigon 400 000 habitants, maintenant nous en sommes à 4 ou 6 millions d'habitants dont 400 000 prostituées, c'est clair.

A cela s'ajoute un génocide des femmes car les femmes portent les générations futures. Les produits chimiques qui ont été répandus au Sud Vietnam ont produit des déformations génétiques sur les nouveaux nés, il y a six fois plus de déformations qu'à Hiroshima.

Un problème qui touche beaucoup la femme, c'est la question du divorce forcé et de la séparation forcée de la famille. Après 54, les accords de Genève, les Vietminhs se sont regroupés vers le Nord du pays, et ceci sépara beaucoup de familles. Souvent par exemple, quand l'homme allait au Nord, la femme restait au Sud. Le gouvernement Diem envoya dans les villages des hommes pour forcer les femmes à divorcer et à renouer au communisme. Pour prouver leur sincérité, elles devaient épouser un autre homme.

Quand j'étais au Vietnam, un grand pourcentage des femmes que j'ai rencontrées étaient originaires du Sud et beaucoup d'entre elles n'avaient pas vu leurs enfants depuis 20 ans. Quand nous avons voyagé vers Quang Tri avec des femmes de l'Association des femmes de Hanoi, plus de la moitié d'entre elles étaient originaires du Sud : en allant au Sud avec nous, elles allaient au Sud pour la première fois depuis 20 ans.

Peux-tu préciser la façon dont la personnalité vietnamienne a été bouleversée par les prostituées?

Les prostituées, pour se « vendre » plus ont été forcées de s'adapter aux canons de beauté de la femme américaine. Les produits de « beauté » ont réalisé des bénéfices immenses, créant un marché complètement artificiel. Les femmes vietnamiennes se sont littéralement mutilées. Certaines s'injectant des produits pour gonfler la poitrine à l'image de la star américaine, d'autres changeant la forme de leurs hanches, etc.

Violent ainsi une culture est une chose horrible, mais il semble que l'avoir fait au Vietnam est une chose pire encore, car la culture vietnamienne est si belle, les gens sont si gentils.

J'ai eu le sentiment, et on me l'a confirmé aussi, que la plupart des femmes qui étaient obligées de se transformer n'ont jamais dans le fond admis les canons de beauté américains. Elles étaient en général complètement cyniques par rapport aux transformations de leur corps. Car pour elles c'était un moyen de pouvoir manger, elles n'ont jamais pensé qu'une grosse poitrine était plus belle ou autre chose du genre.



Mais toutes ces formes d'oppression ont leur correspondant au niveau de la résistance.

La communauté des femmes défend le « droit à la vie » avec ses organisations de masse dans les villes, elles ont fait des campagnes massives pour la fin de l'agression US au Vietnam : une de leurs demandes centrales est le respect de la vie des femmes, en réponse contre le viol. Quand la police intervenait contre les manifestations à Saigon, les manifestants pouvaient toujours trouver refuge chez les prostituées. Bien sûr les prostituées étaient énormément infiltrées par les services de renseignement, je ne dis pas qu'ils encourageaient les filles à devenir prostituées, mais quand elles étaient prostituées elles pouvaient donner des renseignements utiles.

Madame Dinh, commandant en chef des forces armées révolutionnaires au Sud Vietnam, nous a raconté qu'ils avaient à Saigon une armée entière de femmes de ménage chez les officiers américains, dans les bâtiments militaires, dans les aéroports, etc. Elles fournissent des renseignements et sont même utilisées pour réaliser des actes de sabotage. Elle ajoutait aussi : « L'armée de Saigon sait que nous faisons cela, mais ils sont incapables de changer leur style de vie ».

Comment les femmes ont-elles participé à la lutte que mène le peuple vietnamien? Et quelles transformations la révolution a-t-elle apporté à leur condition?

La situation est différente au Nord et au Sud. Je vais d'abord parler du Sud.

La participation des femmes s'est faite par la prise en charge de la production, dans leur intégration à la vie politique et militaire. La production est essentiellement composée de femmes. A Quang Tri, nous avons rencontré des femmes dans plusieurs villages libérés que nous avons visités. Ces femmes ont pour tâche première la culture du riz. En discutant sur les changements dans les villages, nous avons appris que 90 % des femmes du village où nous étions avaient été arrêtées et torturées. Leur fonction première est de faire pousser le riz, mais leur tâche est aussi d'assurer l'auto-défense des villages, de résister, de refuser d'aller dans les camps de concentration. En fait, faire pousser le riz n'est pas simplement faire pousser le riz. En effet, produire du riz était considéré par l'administration Thieu comme un crime, c'était un moyen de lutte contre l'urbanisation forcée, contre les camps de concentration.

Dans la lutte politique, les femmes jouent aussi un rôle très important. C'est une des raisons pour lesquelles l'émancipation des femmes au Vietnam est quelque chose de si concret. Comme vous le savez sans doute, les Vietnamiens, de manière « religieuse », ne devrais pas dire cela de manière systématique, mettent « la politique au poste de commande ».

toute action militaire est préparée politiquement avant et dans ce cadre-là les femmes jouent un grand rôle. Une des raisons principales pour laquelle Mme Dinh est général, c'est cette liaison permanente entre la lutte politique et la lutte militaire.

Par exemple, dans le soulèvement à Quang Tri en 1969, lorsque la seconde guerre de libération nationale a commencé au Sud, la victoire de ce soulèvement est le produit de la combinaison de la lutte politique de masse et des activités militaires. C'est elle qui a décidé d'employer cette tactique de lutte, on l'employa partout ailleurs ensuite.

Les historiens sexistes et traditionnels mettent toujours en avant l'aspect militaire, les Vietnamiens sont très clairs : l'aspect politique est l'aspect principal de la guerre du peuple.

Sur le plan militaire, vous devez savoir tout d'abord qu'il existe deux types de forces militaires : l'armée régulière et les forces d'auto-défense composées de milices qui pratiquent la guérilla.

Au sud, les femmes font très souvent partie de l'armée régulière. Il y a une incroyable statistique : 40 % des cadres des directions de l'armée sont composés de femmes. Au nord, la première fonction sur le plan militaire a été la guérilla locale et la défense anti-aérienne. Chaque village a sa défense anti-aérienne.

J'ai beaucoup questionné de femmes à ce sujet, car je pensais que participer à l'armée régulière avait un plus grand prestige et je me demandais si ce n'était pas une forme de discrimination envers les femmes. Elles ont dit quelque chose qui m'a beaucoup étonné : « Il est impossible de vaincre la guerre si tout le monde est soldat à temps complet car il n'y aurait pas de production ».

En fait, d'une certaine façon, elles étaient fières, car les femmes étaient presque plus importantes qu'un soldat homme à temps plein. Elles savaient qu'elles étaient responsables de la défense anti-aérienne et qu'elles portaient la responsabilité de l'économie tout entière. En fait, j'avais eu cette pensée à cause de la vision que nous avons dans notre culture de la femme. Tout le problème est un problème de culture et de l'image de la femme dans la culture.

Par exemple, si l'on va à Hanoi dans une librairie ou dans une bibliothèque, dans les domaines qui sont représentés, 80 % des sujets sont faits par des femmes, autour des problèmes de femmes, etc. Pour nous, la façon dont elles posent les problèmes peut nous sembler restrictive et dans un sens elle l'est effectivement. Mais en fait, elles ne subissent pas la même discrimination que celle que nous pouvons subir : on ne considère pas les femmes comme des incapables. Leur demande est plus liée au problème de sous-développement de leur pays. C'est vraiment un pays pré-pré-industriel. J'ai beaucoup voyagé en Amérique latine, et j'ai été aussi en Chine, mais le Vietnam est vraiment le pays le plus pauvre que j'ai vu. La moindre ressource doit être immédiatement utilisée pour assurer sa défense. Cela signifie pas de base, pas d'accumulation possible pour créer une industrie.

Pour répondre à votre question sur les changements qui se sont produits, je crois tout d'abord qu'il y a trois raisons de base qui expliquent la progression des femmes vers leur émancipation. Il y a d'abord l'incroyable participation des femmes dans la lutte de libération nationale depuis 1930, et plus particulièrement depuis l'agression US. Une autre raison est la volonté explicite du parti communiste indochinois d'aborder la question de l'émancipation des femmes. Dès en 1930, dans leur programme politique, dans ses dix grands points de référence, il y avait un point concernant l'oppression des femmes : il y a eu un mouvement féministe au Vietnam dans les années 20, c'était un mouvement sur une base politique et sociale très étroite. Il était animé par des femmes de la bourgeoisie native et leur revendications la plus radicale concernait l'éducation des femmes. Elles ne demandaient même pas l'abolition de la polygamie. Ce fut le parti communiste qui parla pour la première fois de l'émancipation des femmes.

La troisième raison à mon avis, c'est le degré d'organisation des femmes elles-mêmes. Elles ont leurs propres organisations, très puissantes et actives.

En termes d'émancipation, au Nord, bien sûr, toutes les institutions féodales ont été abolies, la polygamie est illégale. Aucune femme ne se marie pour satisfaire sa sécurité économique. La prostitution a été abolie. Avec l'établissement du socialisme au Nord, les bases économiques de l'oppression des femmes sont en train de disparaître. Les femmes sont indépendantes économiquement, leurs salaires sont établis sur la base de leur travail indépendamment de leur mari.



Est-ce qu'elles travaillent toutes? N'y a-t-il pas de femmes au foyer?

Non, probablement quelques grands-mères restent à la maison ou bien des femmes âgées qui ne travaillent pas forcément à l'extérieur.

Nous assistons à une situation d'indépendance économique, mais aussi à une émancipation politique, le rôle que les femmes jouent, par exemple dans les directions, est assez impressionnant.

Pour comprendre les changements, dans le cadre de la famille et de la sexualité, nous devons tout d'abord comprendre ce que représentent famille et sexualité au Vietnam. C'est très différent de ce que nous connaissons.

Récemment, au congrès des femmes, Le Duân a fait un speech. Ils n'ont pas de conception théorique qui conçoivent l'abolition de la famille, mais la fonction et la signification du mot « famille » sont complètement différentes.

Par exemple, je ne crois pas qu'au Nord on puisse voir des familles vivant réellement ensemble. Non pas seulement à cause des divorces forcés après les accords de Genève, mais aussi parce que les hommes luttent à un endroit et les femmes à un autre, les hommes travaillent comme ouvriers, les femmes enseignent à Hanoï. Pour les enfants, c'est un peu pareil. Durant les bombardements, les enfants étaient évacués vers les campagnes et souvent les enfants ne vivent pas avec leurs parents. Il y a une politique de collectivisation des tâches ménagères; par exemple dans les villes, il existe des groupes de services en commun, ils prennent en charge les achats de la communauté, la blanchisserie, etc. Il y a aussi des restaurants, des cafés, où les gens peuvent aller manger, ou, chose intéressante que j'ai vue lors d'une visite, les enfants viennent chercher la nourriture et vont chez eux. Il y a aussi des crèches. Quand une femme est mariée, cela ne signifie pas la responsabilité de la maison.

Que signifie alors le mariage?

À mon avis, c'est plus un « support social émotionnel » qu'un lien.

Que signifie pour la femme vietnamienne la fidélité au couple?

Avant de parler de la fidélité, je dois dire quelque chose sur les relations affectives et sexuelles au Vietnam. Ce sera peu de choses mais je dois en parler, car je dois changer votre cadre de pensée pour que vous compreniez.

Je ne veux pas dire qu'il n'y a pas de sexisme au Vietnam, mais il a pris des formes très différentes, par exemple si un homme est fier de sa masculinité, ce n'est pas le produit d'une agression sexuelle. Pendant les deux mois que j'ai passés en Asie, je n'ai jamais senti un homme me regarder, m'agresser. J'ai éprouvé un sentiment de liberté que je n'avais jamais connu en Occident.

Cela a beaucoup d'implications: les relations entre les sexes ne sont pas caractérisées par des relations de « chasse » (DF « conquête » ou autre chose du genre). Les questions sexuelles n'ont pas une place très importante dans la vie quotidienne au Vietnam. Je ne veux pas dire qu'il y a une répression sexuelle, je ne crois pas que ce soit le cas, les gens sont très affectueux, très démonstratifs en public de leurs sentiments, de leur émotion, on n'a jamais l'impression d'une répression, mais les relations sexuelles en elles-mêmes comme celles que nous avons n'ont pas la même place dans la vie des gens. Les relations entre les gens à l'intérieur de chaque sexe me paraissent plus intéressantes, plus importantes.

On remarque une grande sensibilité et solidarité parmi les femmes, et aussi parmi les hommes. Dans chaque groupe auquel j'ai participé, il était exceptionnel que les femmes ne se tiennent pas les unes les autres, que les gens ne s'embrassent pas, ne s'embrassent pas, ne se caressent pas. En vietnamien, il y a un mot qui veut dire « unite, solidaire, amour politique ». Ce n'est pas seulement un trait culturel, c'est une nécessité politique. Les hommes aussi, vous pouvez les voir dans la rue se tenir par la main, n'importe qui, les jeunes, les vieux. Dans le tram allant vers Pékin, en deuxième classe, de Hanoï, il y avait trois hommes dont les bras s'enroulaient les uns les autres, ils riaient, parlaient. En Occident, si un homme a ce type d'amitié pour un autre homme, sa femme serait probablement jalouse ou si la femme entretenait une telle amitié avec une autre femme, son mari serait jaloux, je dis cela d'après mon expérience propre, mon mari était terriblement jaloux de mes amies.

La solidarité parmi les gens n'est pas une simple question de correction politique, elle correspond à une authentique et affectueuse considération réciproque. L'organisation de la société implique que chacun milite dans une organisation de masse ou bien au parti, ainsi se développe une pratique de la critique et de l'auto-critique. C'est un art très beau et très difficile! Tout cela produit des relations humaines bien différentes!

Et quand on aborde la question de la fidélité, on doit la comprendre dans ce contexte-là. La fidélité est très forte, mais elle est aussi forte de la part de l'homme que de la femme. Franchement, je ne sais pas quoi dire de plus, elle existe, dans ce contexte-là.



As-tu parlé de la sexualité avec les vietnamiennes?

Bien sûr, et de plus je dois dire que chaque fois que nous avons discuté, cela produisait de grands débats entre elles, elles n'avaient pas de position homogène. La fidélité fait partie de leur culture et c'est quelque chose de très important. La femme en est fière car c'est une victoire contre la polygamie. Quand je lisais leur contrat de mariage garantissant la monogamie aux USA, alors que le mouvement luttait contre la monogamie, cela produisait un choc. Mais je crois qu'il faut bien voir combien c'est important pour la femme vietnamienne, la polygamie étant un moyen d'oppression des femmes.

J'ai assisté aussi à un cas de divorce devant un tribunal. Sur les 5 juges présents, 4 étaient des femmes, le juge président était une femme, le procureur également et l'avocat de la défense aussi. La femme voulait divorcer et l'homme ne voulait pas. Le jugement devait lui accorder ou lui refuser le divorce. Le problème de la garde de l'enfant était aussi posé. Bref, un cas classique! Cette femme suivait des cours pour sa formation professionnelle le soir et son mari n'aimait pas qu'elle sorte la nuit. Il était jaloux de ses activités, il lui reprochait d'être une mauvaise mère, etc. Elle a déclaré qu'elle ne l'aimait plus et que, comme il n'y avait plus d'amour entre eux, il valait mieux divorcer. L'un a d'abord dit qu'il l'aimait beaucoup, qu'il voulait une réconciliation mais en même temps qu'il déclarait son amour, il maudissait ce qu'elle faisait. Ce qui m'a le plus intéressé dans ce cas, c'était de voir les deux personnes parler elles-mêmes de leur cause, sans intermédiaire. Il y avait un aspect choquant à voir cet homme insulter sa femme, mais en fait c'était une excellente démonstration, pouvait-il réellement l'aimer en blâmant toutes ses activités? Comment une conciliation était-elle possible?

Après le jugement, nous avons discuté avec les juges, et ils disaient que le procès était important comme école d'éducation.

Après le jugement nous avons discuté avec les juges, ils disaient que le procès était important comme école d'éducation et que le jugement avait peu d'importance. En effet, en rendant son verdict, le juge a expliqué à l'homme que le socialisme n'avait pas seulement aboli le féodalisme, mais qu'il avait aussi aboli l'obligation au mariage et que sa femme avait le droit d'avoir autant d'amis qu'elle le désirait. Les gens qui participaient à l'audience devaient aussi profiter de ces leçons et les transmettre.

La garde de l'enfant a été confiée à la femme, mais la raison officielle qui a été donnée n'était pas qu'elle fut la mère ou une femme, mais le fait qu'elle ait un meilleur travail que celui de son mari.

La loi sur le mariage aux USA a la prétention d'être neutre, pas au Vietnam. La loi sur le mariage et sur le divorce (c'est la même loi) se veut féministe. Elle a été écrite par les unions de femmes contre les pratiques féodales.

Crois-tu qu'avec une stabilisation militaire de la situation, ces acquis peuvent être remis en question?

Je ne crois pas que tous ces acquis puissent disparaître, pour une raison bien simple: je ne crois pas que les femmes veuillent retourner en arrière. Elles sont très bien organisées et elles ont un grand niveau de conscience. De plus, les Vietnamiens ont beaucoup de travail devant eux. Il faut d'abord finir la guerre, ensuite il y a tout le travail de reconstruction et enfin toute la construction elle-même.

Je ne crois pas que les femmes veuillent retourner à leurs cuisines. Et pour construire le socialisme on a besoin des femmes. Ce sont les femmes qui savent faire marcher les machines, car pendant que les hommes étaient au front, ce sont elles qui ont imaginé de nouvelles solutions, inauguré de nouvelles techniques. Il y a aussi des garanties constitutionnelles. Il doit y avoir par exemple un certain pourcentage minimum de femmes dans les entreprises et dans les postes de responsabilité.

Peux-tu nous dire pour conclure ce que peux faire le mouvement de libération des femmes en France?

Je crois que nous devons comprendre pleinement que leur victoire est notre victoire. Aux USA, nous n'avons pas assez compris cela, nous n'avons pas compris à quel point la lutte des Vietnamiens aidait la lutte des autres peuples. Quelque chose doit être clair: il n'est pas question de « charité » quand je parle de soutien au Vietnam. C'est une question de solidarité qui n'a rien à voir avec de la charité.

Ce qui est plus urgent pour l'instant c'est de faire en sorte que toute l'aide étrangère soit coupée au régime Thieu. Une autre chose concerne les prisonniers politiques. Il y a aussi le problème de l'aide matérielle. Au Vietnam, tout compte, trois crayons sont trois crayons, la moindre chose fait une différence. Les médicaments, les équipements, les livres, l'argent, tout est nécessaire. Le pays est très pauvre et a une lourde tâche de reconstruction devant lui.

(Propos recueillis en décembre 1974.)

Le livre d'Arleen BERGMANN s'appelle: « Women on Vietnam ».



ADELITA REQUENA, comédienne, a écrit et joué "la Folle", il y a quelques mois à Paris au Théâtre de Plaisance, à Grenoble et ailleurs.

« Grattez, grattez, enlevez, grattez la merde, vous allez trouver des trésors en vous, en toi. Je ne sais peut-être rien, je sens, je sais parler... toi aussi, non ? Alors parle, parle, parle ! Toi, Annick, Marie, Laurence, Dominique, Maryse, et que ma peau soit belle à jamais pour moi ; je crois qu'il faut jeter tout ce que vous n'aimez plus, maris, affaires, objets. C'est sûr, les universités sont sans doute remplies de gens qui savent, qui pensent mieux et plus vite que nous, mais qu'importe ! Pour nous, l'unique, l'essentiel est de vivre, aujourd'hui, vivre avec qui nous voulons aussi, si nous le voulons, un jour ».

« Mais surtout, ne subis plus. Je sais, c'est dur, sans argent, que faire ! ».

« Vous m'avez vue pleurer, encore pleurer, mais en riant entre les pleurs... n'oubliez pas nos histoires... c'est vrai que bientôt nous aurons plein de rides... certain... mais qu'importe ! Ce n'est pas grave, Marie, je t'assure. Il vaut mieux jouir un jour avec nos rides (ou seule) et être nous. Ou faut-il supporter ces morceaux de chairs mortes ? ».

« Nous serons très seules, mais pas plus qu'avant ».

« A toi, femme, ta vie est entre tes mains. Ne sois plus gentille pour ne plus les gêner... comme s'ils se gênaient, eux ! ».

« Pensons que le soir, derrière chaque lumière, se cache un être révolté ; parfois, j'espère que ce sera nos propres enfants ; à nous de conduire leur révolte ».

« Ah ! Si tu me voyais... je me maquille un peu et j'écris entre deux, vieille chemise de nuit et robe de chambre... fin de série chez Adelita, mais chez nous il faut que ça veuille dire quelque chose... ça ne peut pas recommencer à chaque saison... Je dois sortir ce soir et c'est un peu l'angoisse... que ce soit triste et faux et tout, enfin qu'il ne se passe rien... bien sûr, rencontre de baise probable, mais refus de ma part... Eh bien ! Je vais sans doute rentrer seule, enlever la belle robe et me mettre dans les draps... c'est un choix et c'est bien ».

« Femmes, mères, saluts et baisers, nous sommes là, nous aussi, comme nous pouvons, autrement que vous sans doute, mais n'ayez crainte... vos jupes étaient longues et noires... nous n'oublierons pas le doux sommeil dans le creux de vos sexes, entourées de vos bras. Ils nous protègent contre tous : ces grands, ces chefs à jamais ».

« Enfant, lorsque tu courrais trop vite on te traitait de chèvre, t'en souviens-tu ? C'est très bien les chèvres, surtout si elles se mettent à devenir blanches ! »

« Cette solitude, au fond, c'est merveilleux... Leur voix ne dérange plus nos songes... Leurs ronflements ne troublent plus nos rêves... et tu verras... tu vas voir que nos rêves les plus insensés, les plus fous, les plus beaux vont se réaliser, car au fond nous ne sommes pas si malades que ça ; nous ne rêvons qu'à ce que nous pourrions faire demain, bientôt, aujourd'hui ».

(Extraits d'un ensemble de textes qu'elle va mettre en scène prochainement)

Eh oui, les "comiques femmes", ça existe. En voilà un échantillon. J'ai vu et revu leurs spectacles. Courage, si vous avez le temps. Elles sont très drôles, mais elles ne sont pas que drôles...

- Au Café d'Edgar, 58 boulevard Edgar Quinet (Métro: Edgar Quinet ou Montparnasse). Entrée consommation : 20F.
 - à 21 heures, MARIANNE SERGENT, dans « Robert, attends-moi », de et par Marianne Sergent.
 - à 22 heures 30, DOMINIQUE LAVENANT, dans « Frissons sur le secteur », texte de Dominique Darrant, Claire Brétecher et Serge Ganzl.

- Au Petit Théâtre, passage du Départ, 18 rue d'Odessa (Métro: Montparnasse).
 - à 22h 15, JOSIANE BALASKO, dans « La piplette me pipa plus », de et par Balasko. Prix des places : 15 F.



où en est le mouvement des femmes ?

« LES PÉTROLEUSES »... Un journal ? Un mouvement ? Une tendance ? Qui s'en réclame ? Qui s'en éloigne ?

La question nous est posée : qui êtes-vous ? Quels sont vos objectifs ? Comment fonctionnez-vous ?

Ce débat, il nous semble nécessaire de l'engager dans le journal.

Reconnaissons que tout n'est pas très clair dans le mouvement des femmes

Pour palier cette confusion, on nous renvoie, on se renvoie les unes les autres à des étiquettes.

Pourtant, le mouvement féministe lutte de classe ne se réduit pas à une juxtaposition de tendances politiques organisées séparément : le Cercle Elisabeth Dimitriev, Femmes en Lutte, les Pétroleuses.

De nombreuses femmes, de nombreux groupes ne se reconnaissent dans aucune de ces tendances. Mais nous constatons que, dans de nombreuses villes, de nombreuses régions, des groupes femmes se rencontrent, se coordonnent, et luttent sur des objectifs (emploi, chômage, avortement, viol, femmes battues...) qui ne diffèrent pas de ceux de ces tendances.

ALORS, QU'EST-CE QUE LES PÉTROLEUSES ?

Nous nous définissons à Bièvres (rencontre nationale à l'initiative des groupes femmes de quartier parisiens les 15 et 16 juin 1974) comme « instrument » de la coordination des groupes femmes, du mouvement qui se dessinait déjà et n'a cessé de se développer depuis cette période.

Aujourd'hui, ces coordinations de groupes, ce mouvement ne se reconnaissent pas pour la plupart dans un sigle - pas plus les Pétroleuses que Femmes en Lutte ou Elisabeth Dimitriev.

Sur la base de ce constat, nous devons choisir :

ou accorder la priorité à la structuration de tendances politiques au sein des groupes, - ou privilégier la construction du mouvement féministe lutte de classe en ne faisant plus apparaître les Pétroleuses à la place des groupes eux-mêmes.

Mais dans l'immédiat, le journal « Les Pétroleuses » demeure.

A Paris comme en province, l'expérience des groupes doit nous servir de base de réflexion.

Nous savons, un peu par hasard, qu'à Lyon, Marseille, Toulouse, Dijon... des groupes de femmes se coordonnent autour de bulletins, de rencontres, de la constitution de centres de femmes. Nous ne prétendons pas être la seule expression de ce mouvement, éclaté aujourd'hui encore, mais nous pouvons être un instrument de sa construction.

Nous attendons vos contributions.

Nous proposons, sur Paris, la tenue d'une assemblée générale pour toutes celles qui se reconnaissent dans les Pétroleuses :

le dimanche 28 mars à 14 h

3, rue Guy de la Brosse - Paris 6^{ème}.

L'équipe de rédaction

Depuis plusieurs mois, le débat engagé en particulier avec le CED (Cercle Elisabeth Dimitriev), sur le mouvement des femmes, ce que représente en son sein le CED et les Pétroleuses, nous pousse à clarifier nos propres positions - objectif que nous nous étions déjà fixé, voilà plus d'un an.

La difficulté du débat « Les Pétroleuses, qui sommes-nous ? », réside bien dans le caractère complexe des Pétroleuses - journal des groupes quartiers parisiens, devenu à la fois « tendance » au sein du mouvement des femmes, mais aussi instrument de coordination des groupes femmes.

Le groupe femme du 18^{ème} arrondissement de Paris se réclamait des Pétroleuses, dans la perspective de construction d'un véritable mouvement des groupes femmes.

Il nous semble aujourd'hui important de faire le point, de mesurer l'avancée du mouvement des femmes et le chemin qui nous reste à faire pour que le mouvement des femmes devienne une réalité sociale et politique.

Le groupe femmes 18^{ème}, un groupe pétroleuses, sur quelles bases ?

Notre groupe est issu des groupes quartier du MIF, qui s'étaient constitués au travers d'une pratique au jour le jour, différente de celle du courant initial du MIF. Nous ne rompions pas avec le féminisme. Pour nous le MIF avait apporté des acquis précieux : la dénonciation de l'oppression des femmes, la discussion en groupe sur le vécu de chacune, et essentiellement notre autonomie dans la lutte. Mais il devenait urgent de transmettre cette prise de conscience, de gagner d'autres femmes au combat féministe.

Il devenait urgent également de s'affirmer comme une force sociale, d'être présente sur les quartiers, les lieux de travail.

En 72, à l'initiative de certaines femmes du mouvement (militantes proches de l'ex-AMR (Alliance marxiste révolutionnaire) fut publiée la plate-forme du C.E.D.

Refusant l'idée que les femmes de toutes les classes sociales aient les mêmes intérêts, mettant l'accent sur la responsabilité du système capitaliste dans notre oppression, elle soulignait la liaison entre lutte de femmes et la lutte des classes.

C'est sur cette base que se dégagait un courant du mouvement des femmes qui prit le nom de « tendance quartier du MIF », puis plus tard « tendance lutte de classe du MIF » et qui s'exprimait à travers la coordination des groupes existant sur Paris (une quinzaine de groupes en 1972-1973).

La rencontre de Bièvres, à l'initiative des groupes quartiers parisiens et du journal « Les Pétroleuses », devait permettre au courant « lutte de classe » de prendre conscience de son existence, d'échanger ses expériences, peut-être même de mettre en place un cadre permanent de confrontations, de rencontres...

Au cours de l'année 73, face au malaise général des groupes et de la coordination, nous avons tenté de cerner nos objectifs, notre place dans le mouvement de femmes. C'est au travers de ce débat que se fit sentir la nécessité d'un journal capable de rendre compte de nos expériences et de notre réflexion.

« Les Pétroleuses », journal de la coordination des groupes quartier du MIF devenait le porte-parole d'un courant du mouvement, défini par une pratique articulant lutte de classe et lutte de femmes. C'est ce que traduisait l'expression « tendance lutte de classe du MIF » : cela ne signifiait, en aucun cas que nous avions défini une ligne politique précise. Nous avions seulement précisé sur quel terrain se situait pour nous la lutte des femmes.

Pétroleuses :

*Être
ou
ne pas être*

par le groupe 18^{ème}



Cependant, au sein des groupes quartier, des femmes, proches des courants politique Revolution et de la Gauche révolutionnaire (ex-tendance maoïste du PSU), cherchaient à définir une plate-forme politique précise contre la surexploitation des travailleuses Minoritaires, elles ont alors quitté les groupes quartier, pour constituer peu avant la rencontre de Bièvres (15 et 16 juin 1974) le groupe « Femmes en lutte ».

L'organisation de cette rencontre, donna l'occasion d'un nouveau débat. Des femmes qui se réclamaient dans les groupes du C.E.D., proposaient que la rencontre soit principalement axée sur « les femmes dans les luttes » et à ce titre, co-organisée par des commissions femmes de la CFDT, du MI AC, etc... Il nous semblait alors, que rendre compte de la place des femmes dans les luttes, sans mettre en évidence le mouvement des femmes comme perspective serait erroné. Or il n'y avait eu à cette époque, aucune rencontre des groupes femmes.

Au total, se reconnaître dans les Pétroleuses, pour nous, cela signifiait :

- se sentir partie prenante du mouvement de lutte des femmes contre ce système d'oppression et d'exploitation

- se sentir partie prenante du combat de l'ensemble des travailleurs et donc chercher à y expliciter notre propre point de vue de femmes en luttes. C'est pourquoi nous avons participé au MI AC, aux manifestations du 1^{er} Mai à celles organisées par le mouvement syndical lors des grèves générales, au collectif Eva Forest, aux fêtes des organisations de l'extrême-gauche

- tenter de définir une pratique tenant compte de nos objectifs, traduisant à la fois notre prise de conscience de l'oppression (discussion sur le vécu) et notre volonté d'affirmer publiquement et politiquement notre existence en tant que courant féministe partie prenante de la lutte de classe (ouverture sur les quartiers).

C'est sur cette démarche caractéristique nous semble-t-il de beaucoup de groupes femmes existant à l'heure actuelle, que se fonde la nécessité de coordinations, d'échanges d'expériences de centres d'initiatives permettant notre constitution comme force politique et sociale. C'est le rôle qu'a partiellement joué la coordination, à l'initiative des « Pétroleuses », dans un premier temps.



Le bilan d'une pratique de groupe.

Notre volonté de contribuer à la construction d'un mouvement des groupes femmes, s'est traduit par la prise en charge d'un certain nombre de tâches liées aux « activités » centrales du mouvement comme la réalisation du N° 1 des Pétroleuses, la préparation des manifestations et des fêtes (tant du point de vue de l'explication de la participation des Pétroleuses, que de la confection des panneaux et banderoles).

Mais cela n'a constitué qu'une partie de la vie du groupe. Au cours des réunions, et à travers nos débats, nous avons tenté d'approfondir certaines questions qui nous posaient problème, dans notre vie quotidienne : notre sexualité, nos rapports aux hommes, le couple, la place du « militantisme et du féminisme dans notre vie ».

Si nous nous sommes personnellement impliquées dans ces discussions, nous avons aussi tenté d'en approfondir l'analyse et d'ouvrir un débat dans le journal.

Nous avons aussi abordé les débats sur la réalité du mouvement depuis Bièvres, les réponses à apporter au mouvement des prostituées, à la campagne contre le viol, à la lutte contre la pornographie, les mesures de Giroud, de Weil, etc...

Et ceux sur la vie du groupe lui-même que nous avons à résoudre collectivement :

- le leaderisme et la prise de parole
- l'appartenance de certaines d'entre nous à des organisations politiques et au mouvement
- la place du « militantisme » dans notre vie quotidienne, que certaines qualifiaient d'activisme.
- la venue régulière des femmes au groupe multiplia les difficultés d'écoute et d'échange, sans que nous puissions nous résoudre à une séparation.
- la pratique de quartier, qui nous semble la plus difficile à définir,
- à la fois parce que cela suppose une prise en charge régulière sur le quartier,

mais aussi parce qu'elle nous amène à nous confronter à la masse des femmes et donc à préciser et à exposer avec clarté nos objectifs.

Dans l'immédiat, nous tentons de nous réunir tous les 15 jours autour de thèmes de travail (le corps, le travail des femmes) et la semaine suivante en « grand groupe » où ensemble nous discutons des débats sur le mouvement, sur l'actualité, notre pratique sur le quartier.

Jusqu'à présent, nous n'avons eu qu'une présence épisodique sur les marches, autour de panneaux (contre Giroud, sur le salaire maternel, la solidarité avec les emprisonnés politiques espagnols).

Nous allons tenter d'organiser maintenant, toutes les 6 semaines environ, des réunions publiques, afin de créer les lieux d'une permanence féministe sur notre quartier.

Nous organisons un débat public

Le Samedi à 20 heures au 127 rue Marcadet, Paris 18ème

d'ensemble de ces débats nous a amené à reprendre le problème de CE QUE SONT LES PETROLEUSES aujourd'hui ?

Une série de constatations nous indique que « Les Pétroleuses » n'ont pas joué le rôle qui leur avait été défini à Bièvres :

- aucune coordination nationale des groupes n'a vu le jour après la rencontre, pour déterminer des terrains de lutte communs
- ce que nous appelions à Paris la coordination Pétroleuses s'est peu élargi aux groupes qui se sont constitués depuis Bièvres.

Coordination restreinte, elle devenait de plus en plus un lieu de rencontre de femmes des groupes, à la recherche des discussions et d'initiatives répondant à la situation politique.

De fait, une distanciation s'est opérée entre les groupes femmes, de plus en plus nombreux dans la région parisienne et « Les Pétroleuses » qui apparaissent aujourd'hui comme une « tendance » au côté du C.E.D. et de « Femmes en lutte », au sein même des groupes.

"Les Pétroleuses" ne peuvent donc plus prétendre coordonner les groupes.

C'est pourquoi nous ne faisons plus notre ce sigle.

Il apparaît de plus en plus que se retrouve dans chacune de ces trois « tendances » des militantes de mêmes organisations politiques : des femmes de la L.C.R. (Ligue Communiste Révolutionnaire) aux Pétroleuses, des femmes de Revolution à « Femmes en lutte », des militantes du P.S.U. au C.E.D.

Pour nous, le féminisme lutte de classe ne se réduit pas à une juxtaposition de courants politiques, il est déjà riche de l'existence et de la pratique de centaines de groupes femmes de quartier, d'entreprises, de lycée et de faculté.

Nous ne voyons donc pas l'utilité de maintenir « Les Pétroleuses » comme « structure » dans le mouvement, autrement qu'à travers sa référence : Pétroleuses-trotskyistes. Or cela n'a jamais été le projet des Pétroleuses.

Cela ne signifie cependant pas pour nous la disparition du journal « Les Pétroleuses » : journal ouvert à la pratique et à la discussion des groupes femmes, mais aussi instrument de discussions pour un féminisme lutte de classe.

Une coordination des groupes.

Alors que les groupes femmes se sont multipliés, l'apparition sur la scène politique du mouvement de femmes ne s'est pas effectuée de manière démonstrative cette année.

Nous n'avons eu que des réponses embryonnaires face à l'énorme récupération qu'a représenté l'année de la femme et la création d'un secrétariat d'Etat à la condition féminine.

Aucun débat de fond n'a été réellement engagé sur notre position face à la grève des prostituées, à la parution du film Histoire d'O, au développement puis aux vicissitudes de la pornographie, au chômage qui ne cesse d'atteindre les femmes.

L'isolement nous affaiblit.

En tirant le bilan de l'année écoulée, nous ne pouvons que réaffirmer notre volonté de coordination, d'échanges des groupes femmes. Cela nous semble une tâche essentielle à laquelle nous sommes prêtes à contribuer.

Echanger nos expériences, définir des actions communes, voilà des exigences qui n'ont pas changées depuis la rencontre de Bièvres.

Aujourd'hui sur Paris, il n'y a plus de lieu de rencontre, de coordination des groupes femmes. C'est à ce vide que répond le projet de constitution d'un nouveau centre de femmes, lieu d'expression et d'ouverture du mouvement des groupes femmes.

La campagne sera longue à mener avant sa réalisation : c'est un instrument qui nous paraît indispensable.

Mais cela ne résoud rien dans l'immédiat :

- pour que se décident des actions communes, à Paris, il faut que des groupes prennent l'initiative d'appeler à une assemblée générale ou à une coordination
- pour que se décident des actions communes à Paris, il faut que des groupes prennent l'initiative d'appeler à des assemblées générales ou des coordinations : il faut qu'existe un instrument de liaison des groupes, bulletin permettant l'échange d'expériences et l'information :
- pour mener le débat, il faut des coordinations plus restreintes, peut-être par quartier ou groupement de quartiers, permettant la confrontation des pratiques locales.
- pour qu'existe le débat, il faudrait peut-être se regrouper par quartier et commencer avec des groupes voisins à confronter notre pratique

C'est de la volonté de tous les groupes que dépend la construction du mouvement, seule garantie de notre existence en tant que force sociale.

Groupes femmes 18ème



En guise de bilan

le
groupe
femmes
15^{ème}

Les problèmes du groupe

Le problème essentiel auquel nous nous sommes heurtées dans le groupe tout au long de l'année a été celui de l'articulation entre la réflexion sur notre oppression spécifique et l'action.

Vouloir trop intervenir sur l'extérieur d'une manière désordonnée, sans objectif précis qu'une demande donnée à un moment donné, n'a pas favorisé l'homogénéisation du groupe.

La majeure partie des réunions se sont passées à discuter d'initiatives ponctuelles, de participations à x comités, et les femmes qui venaient pour la première fois au groupe avec l'envie de parler de leur vécu, ont été rebuté par cet activisme et ne sont pas revenues.

De plus, les filles « stables » du groupe n'ont pas non plus réussi à s'exprimer, et au fil des réunions, ces difficultés d'expression ont été intériorisées, et ont créé entre nous des rapports difficiles et agressifs.

Il n'est pas question de se forcer à l'étalage de nos problèmes respectifs, mais il faut faire en sorte que cela soit spontané, que cela parte d'une envie de se faire connaître et de connaître les autres. Cela peut être possible en décidant et en réfléchissant à l'avance à des thèmes de discussion, par exemple sur le couple, la sexualité, la maternité, etc.

De plus, parler ensemble de notre vécu, le mettre en commun, l'analyser est aussi un moyen de déboucher collectivement sur une action, d'autre part de faire progresser ensemble du Mouvement par l'apport de cette analyse, sous forme de textes et de contributions par exemple. De plus, la décision prise à l'avance d'un thème de discussion ou d'une intervention à préparer, ne doit pas empêcher l'une de nous d'exprimer un problème qui la préoccuperait plus particulièrement.

- Nous avons également parlé de l'agressivité qui planait dans le groupe entre les « politiques » (rouge et Révo), ce qui semble pour le moment résolu grâce à une clarification de nos divergences sur la construction du Mouvement et l'analyse des autres tendances, divergences mineures, qui ne peuvent pas et ne doivent pas avoir d'implications sur la vie et la pratique du groupe. Il a suffi d'en parler pour que la situation se décente, et nous en avons tiré la conclusion que cela aussi est possible dans le mouvement dans son ensemble.

- Plus complexe a été la discussion sur les rapports entre les « politiques » et les inorganisées. Reproche a été fait aux « politiques » de se croire « libérées », d'avoir plus de facilité à parler, de le faire trop souvent parce qu'au dépend des autres, avec des mots et une phraséologie ayant un relent de jargon politique.

Outre qu'il est difficile d'avoir des façons différentes de s'exprimer selon que l'on est en réunion politique ou dans son groupe femme, mais que ces reproches peuvent parfois être justifiés, les copines organisées ont répondu que politisées ne veut pas dire libérées, et qu'elles ont autant de difficultés, si ce n'est parfois plus, à exprimer leur vécu, à dépasser les premiers blocages et à s'intégrer au groupe : exemple d'une copine qui n'a pas parlé jusqu'à la tenue du stage.

Pourquoi la non-mixité, pourquoi un mouvement autonome, pourquoi la réunification :

La non-mixité est un acquis important du MLF. Il a permis de conquérir pour nous autres femmes le droit à la parole, la découverte d'une possibilité d'expression autre que celle que l'on nous a imposé jusqu'ici, la volonté de nous prendre en charge.

Seules les femmes en s'organisant pourront poser collectivement leurs problèmes, un des buts étant naturellement que leurs revendications soient reprises en charge par le mouvement ouvrier : mais il ne les reprendra en charge que si, en tant que forces collectives, nous exprimons l'ensemble des revendications qui nous concernent.

Notre organisation de façon autonome est une garantie pour que ne soit pas dévoyé l'ensemble de nos revendications, et qu'elles soient posées avant et après la destruction du système capitaliste.

Cela n'empêche pas le mouvement des femmes à des moments précis d'impulser ou de participer à des luttes mixtes sur des objectifs précis : un groupe femme jouera un rôle de direction dans une lutte sur une crèche par exemple, car c'est lui qui pourra formuler les problèmes des enfants, de leur garde, de leur éducation le plus loin possible.

L'ensemble du groupe était d'accord qu'il fallait unifier le mouvement des femmes se réclamant de la lutte des classes autour d'objectifs précis, de campagnes coordonnées. La réunification ne se fera en aucun cas par le sommet de façon bureaucratique, à coup de coordinations extraordinaires, mais par la base, à l'initiative des différents groupes et surtout des groupes « unitaires » dont il faut favoriser le développement.

La réunification est à l'ordre du jour. Si les groupes de quartier doivent développer leur propre travail d'implantation, il est vital que le mouvement fasse la preuve que des campagnes communes sont possibles. Elles seraient le pas décisif vers la réunification et la fin de l'isolement des groupes.

Le groupe femme 15ème propose aux groupes femmes qui existent sur Paris (Femmes en lutte, Pétroleuses, Elisabeth Dimitriev, Autonomes) une coordination (si possible préparée au niveau des arrondissements dans un premier temps pour éviter l'anarchie des coordinations centrales que nous connaissons) qui permette :

- un échange d'expérience sur la pratique des différents groupes.

- la recherche de campagnes communes (le travail des femmes dans un sens large avec tous les problèmes qu'il sous-tend, nous paraît à l'ordre du jour).

Nos perspectives sur le 15ème arrondissement :

Nous voyons notre intervention à 2 niveaux :

1) notre intervention en tant que groupe de quartier

2) un niveau commun aux groupes existant sur le quartier.

1) Se pose le problème de la stabilisation de notre groupe sur le quartier par une intervention qui soit en prise sur ce quartier, qui corresponde à une motivation exprimée par l'ensemble du groupe et puisse avoir un écho dans les autres groupes du quartier et dans l'ensemble du Mouvement. Il faut trouver un mot d'ordre qui ne soit pas restrictif à un seul thème, mais qui permette par sa complexité, d'englober la totalité ou presque totalité des sujets qui traitent de l'oppression spécifique des femmes.

C'est pourquoi nous avons retenu comme campagne commune aux groupes de l'arrondissement (en proposition à discuter bien sûr) la campagne sur « les femmes et le travail », et, pour le groupe 15ème comme premier thème de cette campagne, « les enfants » (crèches, squares, maternelles, jardins d'aventure, rapports parents-enfants, etc.), thème qui n'est qu'un des volets d'intervention que peut permettre cette campagne.

En effet, une campagne sur « les femmes et le travail », compte tenu de tous les thèmes qu'elle recoupe, peut permettre, en conservant un axe commun, des actions différentes selon les motivations des groupes.

2) L'envoi d'une lettre aux autres groupes du quartier proposant une coordination le 13 novembre avec pour thèmes principaux :

- échanges de nos expériences

- impulsion de campagnes unitaires sur le quartier, l'une des premières devant être, il nous semble les femmes et le travail

- initiatives locales du mouvement des femmes

- contacts avec les UL et les sections syndicales du 15ème

Ce texte est également envoyé à l'ensemble des tendances du mouvement.

C'est en décembre 74. Il est issu d'un groupe MLAC important sur le 15ème arrondissement qui a subi la démolition que de nombreux groupes ont connue après le vote de la loi, démolition due au sentiment d'avoir été dépossédé d'une arme militante : la pratique subversive de l'avortement mais aussi incapacité à dépasser cette forme de lutte, de s'emparer de celle pour la contraception et surtout de répondre à une volonté de discuter « d'autres choses » dont le MLAC ne pouvait pas être le cadre parce que mixte et activiste.

Dès l'origine, le groupe femme 15ème est un groupe « unitaire », c'est-à-dire regroupant plusieurs tendances du Mouvement (inorganisées, Pétroleuses et Femmes en lutte).

Cet « unitarisme » du groupe, s'il est positif et va dans le sens que nous souhaitons pour la construction du Mouvement, a été pendant longtemps un facteur de stagnation, nous y reviendrons plus loin.

Le groupe, pendant une année d'existence, a eu à son actif :

- une intervention assez positive sur Noël avec tracts et panneaux devant l'Uniprix Convention.

- une réunion publique avec passage du film sur Cerisy qui a eu le mérite de faire connaître notre présence sur le quartier.

- une intervention sur la femme vietnamienne à un meeting Vietnam, au moment de la victoire des peuples d'Indochine qui, si elle donna lieu à une discussion intéressante bien que trop superficielle sur les rapports femme/violence, ne fut pas prise en charge par l'ensemble du groupe et vécue comme extérieure.

- un sketch très réussi sur la fête des mères, joué par trois fois sur les marchés.

Cette série d'interventions, si elle peut paraître satisfaisante vue de l'extérieur, n'a pas constitué un facteur de progression dans le groupe :

- parce que préparée au coup par coup, avec une « politique » tous azimuts, sans avoir été le fruit d'une réflexion préalable, donc sans prise en charge réelle de l'ensemble du groupe.

- parce qu'il n'y a jamais eu de clarification des divergences entre les différentes tendances existantes dans le groupe, d'où une agressivité continuelle entre Pétroleuses et Femmes en lutte, très mal ressentie et intériorisée par les autres copines.

- parce que les problèmes du vécu personnel n'ont jamais été vraiment posés en tant que tels, et que nous ne nous sommes pas investies personnellement dans les rares discussions se rapportant à l'oppression spécifique des femmes.

C'est pour remédier à cet état de choses que le groupe décida de faire un stage sur 2 jours où furent abordées successivement :

- une discussion générale sur le mouvement des femmes (les divers courants, la non-mixité, nécessité d'un mouvement autonome, etc...)

- une discussion sur « quels problèmes nous avons eus et comment y remédier »

- une discussion sur les axes de construction et d'intervention du groupe femme 15ème ainsi qu de ses rapports avec les autres groupes existants sur le quartier (CAF, Chèques et Necker) et avec le mouvement en général.

AVORTEMENT

Récemment, la bourgeoisie a porté le coup d'arrêt au silence agité qui régnait sur l'avortement. C'est le procès d'Aix où 5 militantes du M.L.A.C. (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception) sont inculpées pour avoir avorté Chantal, mineure, dont le père a porté plainte.

Nous nous sommes battues pour ce droit à l'avortement ; aujourd'hui qu'une loi est votée, elle est la moins appliquée de France. Dans les hôpitaux, on n'avorte pas les femmes, on les renvoie de semaine en semaine, pour n'en accepter qu'un nombre dérisoire. Les cliniques privées, les médecins « astucieux » s'enrichissent : le prix de l'avortement est monté à 1500/2000 F.

Mais ce sont des femmes du M.L.A.C. qu'on inculpe aujourd'hui. Et « Laissez-les-Vivre » (organisation de défense du fœtus sur le dos des femmes) prépare sa campagne pour le jour béni, dans 4 ans, où la loi Veil - simple suspension de la loi répressive de 1920 - sera remise en question.

Soyons conscientes d'une chose : c'est la démobilisation après le vote de cette loi qui permet au pouvoir de faire aujourd'hui le procès d'Aix. Ce procès peut être l'occasion pour nous de dénoncer les carences de la loi (non valable, entre autres, pour les mineures) et les conditions de son application : infrastructure hospitalière incapable d'accueillir les femmes, aucune formation du personnel médical à la méthode d'aspiration Karman, volonté quasi délibérée de traumatiser, culpabiliser les femmes.

La campagne s'engage par la signature d'une pétition destinée à être remise aux juges le jour du procès. A nous d'expliquer en quoi elle nous concerne au premier chef et de participer à toutes les initiatives en soutien aux inculpées d'Aix.



Un appel a été lancé par le Cercle Elisabeth Dimitriev et les Pétroleuses pour une rencontre internationale de femmes. Il s'agit aujourd'hui de tirer un

bilan des luttes des femmes, de confronter nos expériences et de définir les axes d'une lutte féministe partiprenante du combat anti-capitaliste :

«...Les luttes de femmes ont acquis à travers les cinq dernières années un caractère massif. Elles ont mis en avant des thèmes diversifiés (avortement, contraception, sexualité, travail, prise en charge des enfants, habitat, travaux ménagers, pouvoir d'achat, sexisme, législation, etc.) Tout comme elles se sont menées dans des cadres très différents : entreprises, quartiers, universités.

Elles empruntent des modes d'expression politique variés : des cadres politiques et syndicaux traditionnels, réformistes ou révolutionnaires, jusqu'aux regroupements féministes autonomes, en passant par les mouvements de libération de l'avortement, les commissions féminines syndicales, les groupes de femmes dans les entreprises et les quartiers.

Malgré la progression évidente que révèle cette richesse des luttes des femmes, la réalité dominante reste la difficulté de liaison politique et organisationnelle entre le mouvement politique féministe et les luttes de masse des femmes, les besoins et les aspirations qu'elles expriment... »

Pour toute correspondance
 Lybrie Richard
 44 rue des Prairies
 Paris 20^e 75020.

«...L'objet d'une telle rencontre n'est pas uniquement d'échanger des expériences aussi utiles et intéressantes que cela soit, mais de marquer un pas réel qui peut être aujourd'hui franchi : donner une réalité à la dimension internationale du mouvement des femmes. A notre avis, tout comme l'avancée de chaque mouvement féministe passe par une certaine clarification politique grâce à la création de courants au sein de ce mouvement, au niveau international, il est temps de favoriser un échange politique réel entre des courants convergents quant à la problématique d'ensemble ; en l'occurrence donner une base de masse à un mouvement autonome des femmes pour leur libération et définir ses liens avec le mouvement révolutionnaire des travailleurs.

En conséquence, il nous semble que les débats de cette rencontre devraient être centrés autour de deux axes : échange et discussion autour des principales luttes de femmes de chaque pays (formes, contenu, expression politique, problèmes rencontrés) ; évolution du mouvement féministe dans chaque pays.

Il devrait au moins résulter de cette rencontre un manifeste et un minimum de coordination pour lancer des campagnes communes... »

rencontre internationale

A Aix en Provence
 Six militantes du M.L.A.C. d'Aix en Provence sont inculpées de tentative d'avortement et d'exercice illégal de la médecine pour avoir pratiqué un avortement sur une mineure à sa demande. Le père de la mineure ayant porté plainte.

Les insuffisances de la loi, les carences du pouvoir en matière de santé, l'attitude de la plupart des médecins, l'inertie des services hospitaliers, l'absence de crédits ont pour résultat que les femmes ne peuvent concrètement exercer un droit pour lequel elles ont lutté.

Là, comme ailleurs, le pouvoir choisit de réprimer plutôt que de pallier ses carences en matière d'information sexuelle et de contraception.

La loi actuelle ne fait que suspendre la loi de 1920, dans un certain nombre de cas, et c'est ainsi que des femmes non-médecins sont aujourd'hui poursuivies pour avoir aidé une mineure en détresse.

Je me déclare solidaire de ces femmes et de leurs luttes.

nom. adresse signature



envoyer les pétitions au
 M.L.A.C. 34 rue Vieille du Temple
 Paris 4^e

A l'initiative de ce texte : des femmes qui avaient participé à la fondation du GLIFE (Groupe de Liaison Femmes Enfants, ouvert rue des Prouvaires) et au comité constitué pour le soutenir quand il a connu ses premières difficultés, des femmes du Cercle Elisabeth Dimitriev, des femmes des Pétroleuses. Il fait suite au bilan d'une expérience : celle d'un centre de femmes qui n'avait pas répondu à l'attente et aux besoins militants de nombreuses féministes, qu'elles soient ou non dans des groupes femmes.

Peu à peu s'est dégagé le projet d'un nouveau centre, produit du développement des luttes de femmes et de l'évolution du mouvement féministe. Ce texte et l'appel qu'il contient sont le résultat, à un moment donné, d'une démarche commune ; ils expriment la convergence de vues à laquelle, au terme d'itinéraires différents, nous sommes parvenues.

Pour que vive ce centre d'initiative et de coordination des luttes de femmes, il faut maintenant que les forces vives de ce mouvement potentiel dont il doit favoriser la constitution comme force politique consciente de ses objectifs s'emparent du projet. Il faut que ces forces, et tout particulièrement les groupes de quartier, d'entreprise, de facultés, de lycées, en précisent le contenu comme le fonctionnement, à partir des nécessités mises en évidence par leur pratique militante quotidienne.

Une assemblée générale s'est tenue à Paris le 5 février, d'où est issu un collectif de campagne, composé d'une déléguée par groupe de base ou composante politique représentée comme telle. La campagne pour le centre, c'est d'abord la poursuite d'un débat public sur les luttes de femmes, le mouvement de libération et ses objectifs dans la période actuelle.

L'histoire des femmes ne se réduit pas à l'histoire de leur oppression. C'est aussi celle des luttes que nous avons menées au cours des siècles pour nous opposer aux systèmes qui nous maintenaient en esclavage. Notre condition a été différente selon les époques, mais notre oppression chaque fois remodelée, a toujours existé et existe toujours. Notre combat remet en question les fondements de la société dans laquelle nous vivons. Nous devons, pour nous libérer, faire disparaître toutes les formes d'oppression et d'exploitation qui maintiennent ce système capitaliste et patriarcal. C'est pourquoi notre lutte est la plus radicale qui soit.

A partir du moment où nous savons qui nous sommes, qui nous opprime et dans quelles conditions, nous pouvons entreprendre de nous battre ensemble en ayant confiance en nos propres forces et en sachant que pour nous, désormais, tout est possible.

UN CENTRE DE FEMMES POUR RASSEMBLER NOS FORCES

Peu nombreuses il y a quelques années encore, nous sommes aujourd'hui des milliers, regroupées pour lutter, immense mouvement potentiel, pullulement de groupes qui signifie l'absence d'un lieu où rassembler nos forces, notre réflexion, notre action.

Le développement du Mouvement de Libération des Femmes appelle aujourd'hui des lieux permanents où puisse s'opérer la mise en commun de nos expériences de lutte éclatées. En nous regroupant avec d'autres femmes, nous avons brisé une première fois cet isolement qui nous faisait passives, fatalistes, étrangères les unes aux autres, rivales souvent. Ces groupes tracent aujourd'hui les contours d'un mouvement social auquel manque un cadre de rencontre et de liaison permanent.

Mais nous sommes plus nombreuses encore à investir de notre révolte tous les terrains de la lutte sociale, à ouvrir de nouveaux fronts : grèves de femmes dans les entreprises, luttes pour l'avortement et la contraception, pour défendre notre emploi, le droit à disposer de notre corps. Nous avons besoin de pouvoir nous rencontrer régulièrement, de cerner ensemble les obstacles sur lesquels nous butons, de puiser la force collective d'aller plus loin.

L'isolement dilapide le capital d'expériences acquis dans nos différentes luttes il nous faut un lieu pour que vive la mémoire collective de notre mouvement.

Dans ces conditions, il nous semble impensable et dérisoire de nous limiter à réclamer une place plus confortable et mieux adaptée dans le système actuel aux côtés des hommes.

Nous n'avons que faire d'une égalité de « chances » qui signifierait au mieux la promotion de quelques unes. Toutes les femmes sont opprimées, mais c'est le jour où quelque chose changera dans la situation des plus opprimées et des plus exploitées d'entre nous que notre condition à toutes changera.

De plus en plus de femmes se radicalisent. Ce qui est important, c'est que nous ne sommes pas une minorité isolée des autres femmes, qui commencent à s'apercevoir que certains aspects de leur vie quotidienne sont vraiment intolérables.

Les luttes que nous avons menées nous prouvent qu'un changement ne dépend que de nous, tant il est vrai que tout ce que nous avons obtenu, nous ne le devons qu'à nous-mêmes, et que rien ne serait arrivé si nous n'avions pas pris l'initiative de la bataille.

L'évolution de certains groupes féministes montre qu'à l'heure actuelle il existe, malgré certaines divergences, une volonté de mieux se connaître et de se rencontrer régulièrement. Les dernières luttes ont tissé des liens soulignant la possibilité d'une pratique commune.

Tout cela nous amène à envisager la création d'un nouveau centre de femmes permettant de matérialiser enfin de nombreux projets qui ne peuvent voir le jour du fait de notre éparpillement actuel.

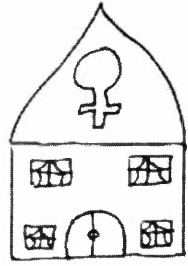
Bien plus qu'un simple lieu de rencontres, ce serait un centre d'initiatives, de coordination, de diffusion de l'information, d'échanges, brisant par là aussi bien l'isolement des groupes que celui de nombreuses femmes n'appartenant à aucun d'entre eux.

Par une critique et une réflexion permanentes sur notre pratique, nous progresserons dans notre lutte et, tirant les leçons des erreurs passées, nous envisagerons de façon plus juste les luttes à venir. Ce serait donc, à partir d'une tâche précise - la gestion et l'animation collective d'un centre, support de nos luttes, le moment de travailler ensemble. Nous développerons ainsi une pratique grâce aux initiatives, aux critiques et aux suggestions de toutes. C'est parce que nous n'avons pas une réponse toute faite à la question : « mais qu'est-ce que vous proposez ? », que nous allons essayer de construire ensemble le futur.

Nous voulons éviter d'autre part un ghetto où nous nous retirerions pour être bien à l'abri des méchants. Ce centre devra nous permettre d'affronter mieux armées et plus fortes la réalité sociale et nous aider à la transformer.

Partout nous devons être présentes et en mesure de nous battre. On nous a trop exclues, voulues apolitiques, pour que nous acceptions, par quelque nouveau fatalisme, de désertir le moindre terrain.

Pour un centre
d'initiatives et
de coordination
des luttes de femmes!



Soyez nombreuses à nous rejoindre sur cette plate forme !
Prenez contact avec nous :
C.I.C.L.F., 30 rue du Docteur Heulin, 75017 Paris
Adressez vos dons : C.I.C.L.F. (compte bancaire)

Centre d'Initiatives et de
coordination des luttes de femmes
30 rue du Docteur Heulin
75017 Paris
Tel : 780 13 13

L'INFORMATION DES FEMMES

Une information féministe, militante, mensuelle.

Des rubriques régulières : calendrier du mouvement des femmes, initiatives, prézues, la vie des groupes, les luttes de femmes, dans les entreprises, en province, à l'étranger, les fois qui nous concernent, les spectacles de femmes, les livres...

Pour une information plus complète, parce que ce qui s'est fait ici peut donner des idées à-bas, envoyez à « L'Information des Femmes »

un compte rendu de vos luttes, de vos débats, de vos projets.

31, rue du Transvaal

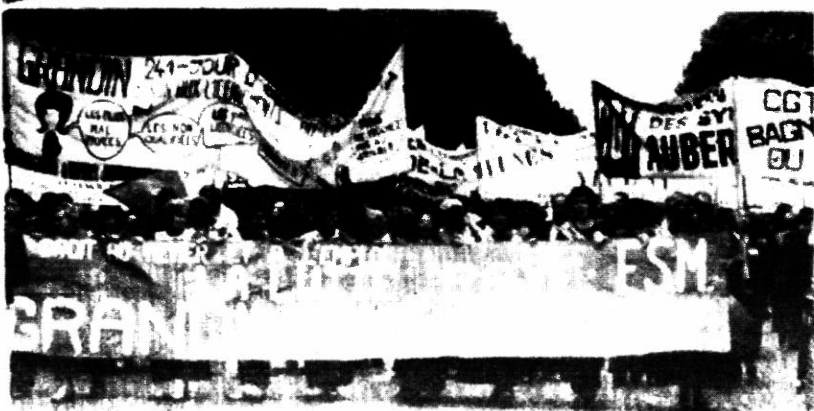
92250 - La Garenne
Colombes

Tél. : 780.17.13

A PROPOS DE la rencontre de

Une rencontre de « femmes travailleuses » s'est tenue les 29 et 30 novembre dans la région parisienne, à l'appel du bulletin « Femmes Travailleuses en Lutte » : « rencontre de travail, de réflexion et de discussion pour faire le bilan de 18 mois d'existence du bulletin de liaison, définir des perspectives de lutte et d'organisation ». Une « Pétroleuse » y était invitée à titre d'observatrice.

Sur nombre de thèmes abordés pendant ce week-end, beaucoup de points de convergence avec les préoccupations qui sont les nôtres, comme nous l'a déjà montré une pratique commune dans les groupes d'entreprise. Mais des problèmes aussi méritent débat, débat que nous nous proposons de lancer dans nos colonnes, puisque la rencontre elle-même n'a pu en fournir le cadre. En effet, l'ensemble des groupes d'entreprises n'avaient pas été convié, bien que les thèmes de la rencontre les concernent dans leur ensemble et qu'officiellement l'appel ait été adressé à toutes les femmes travailleuses.



dés perspectives de lutte...

Après une analyse de la situation politique actuelle, situation de crise et de chômage que le pouvoir fait particulièrement payer aux travailleuses, un bilan fut tiré de la participation croissante des femmes aux luttes. Face à l'offensive des patrons, aux propositions de réformes de la bourgeoisie, Femmes Travailleuses en Lutte avance une **plate-forme de revendications** et des axes de lutte.

Cette plate-forme correspond aujourd'hui à un besoin objectif du mouvement des femmes. Besoin d'assumer et de traduire la cohérence des luttes partielles qu'il mène ou qu'il initie sur différents fronts. Besoin de lier entre elles différentes démarches qui doivent accentuer la participation pleine et entière des femmes à la lutte de classes tout en stimulant le combat spécifique que nous menons pour notre libération. Seule la liaison de ces deux démarches évite de n'offrir aux femmes qu'un rôle de force d'appoint dans la lutte commune des travailleurs contre le système ou un féminisme inopérant parce qu'à l'écart des combats sociaux.

Se battre contre le chômage, les licenciements massifs, contre la dégradation des conditions de vie et de travail, pour la réduction du temps de travail, pour qu'à un travail égal corresponde un salaire égal, etc. Oui ! Mais, justement parce que nous y avons en tant que femmes travailleuses un intérêt tout particulier et donc aussi un point de vue spécifique à développer, qui n'implique aucun séparatisme dans la lutte.

Mais quand, de là, Femmes Travailleuses en Lutte glissent pour proposer une mobilisation autonome des femmes contre les hausses de loyers ou les prix, nous pensons qu'elles se trompent et entrent, au lieu de la remettre en cause, la traditionnelle division sexuelle des rôles. Sans sous-estimer qu'en l'état actuel des choses les femmes sont sans doute les premières (parce qu'elles tiennent souvent les cordons de la bourse dans les loyers ouvriers) à mesurer la baisse du pouvoir d'achat, nous pensons que le rôle du mouvement des femmes n'est pas de renforcer le fait que ces préoccupations domestiques leur incombent d'abord.

D'autre part, si Femmes Travailleuses en Lutte définit dans sa plate-forme une série de revendications concernant l'oppression spécifique des femmes, celles-ci semblent souvent juxtaposées aux précédentes, sans traduire suffisamment combien c'est une même démarche qui nous amène à remettre en cause conjointement l'exploitation capitaliste et l'oppression sexiste.

- pas de participation active des femmes à une grève sans qu'elles brisent un minimum ce qui les conditionne, sans qu'elles échappent un tant soit peu à l'esclavage domestique, sans qu'à un moment donné soient posés les problèmes du partage des tâches ménagères, de la garde des enfants, des rapports hommes-femmes :

- pas d'espoir de sortir du ghetto familial sans que les femmes luttent pour le droit au travail, contre les métiers qui leur sont réservés aux salaires souvent les plus bas. Pas de remise en cause possible de leur place au foyer qui ne dévoile quels profits en tire le système, celui-là même qui n'implante un minimum d'équipements collectifs que pour favoriser l'exploitation massive de notre force de travail.

C'est pourquoi une plate-forme du mouvement doit montrer comment l'entreprise et la famille sont deux chaînes qui se renforcent l'une l'autre et exigent une lutte combinée.

FEMMES TRAVAILLEUSES

A L'APPEL DE « FEMMES TRAVAILLEUSES EN LUTTE »

et d'organisation

Avant une analyse qui cerne insuffisamment et la spécificité de la lutte des femmes et la façon dont elle se combine à la lutte mixte contre le capitalisme, Femmes Travailleuses en Lutte en arrive à proposer des luttes autonomes de femmes pour des revendications mixtes (foyers, téléphone, prix, ...) et à sous-estimer, parallèlement, ce qui fonde aujourd'hui leur auto-organisation dans un mouvement autonome, porteur et garant de la totalité de nos exigences.

Les résultats de cette démarche apparaissent dans les formes d'organisation prônées à la rencontre de Femmes Travailleuses en Lutte, ce qu'elles appellent « commissions inter-syndicales non mixtes, ouvertes à toutes les femmes qu'elles soient ou non syndiquées et autonomes par rapport aux syndicats ».

Périphrase pour désigner un groupe femmes d'entreprise ?

Ce n'est pas si simple

Entendons-nous bien. Aujourd'hui, dans les entreprises, les femmes se regroupent de multiples manières pour poser ensemble leurs problèmes et commencer à lutter. Ici, des syndiquées CGT ou CFDT formeront une commission syndicale. Là, syndiquées et non syndiquées créeront un groupe femmes. Là encore, deux commissions féminines syndicales se mettront à fonctionner régulièrement en inter-syndicale. Certaines commissions syndicales seront mixtes, d'autres pas. Dans certaines, les femmes éprouveront le besoin de se retrouver entre elles : elles créeront un groupe femmes ; ailleurs, non.

Aujourd'hui, donc, les formes d'organisation que se donnent les femmes sont très variées, ne débouchant pas immédiatement sur l'appartenance au mouvement des femmes ou sur l'impulsion d'un travail à l'intérieur des syndicats sur les problèmes qui les concernent d'abord.

Parce que nous n'avons pas de recette dogmatique à imposer, nous savons que ce sont les rythmes et les cheminements d'une prise de conscience, dont la diversité même correspond à une phase initiale de l'émergence des luttes de femmes.

Mais, parce que nous réfléchissons sur les meilleurs moyens de faire aboutir notre combat, nous devons comprendre qu'il se déroule selon deux lignes de force auxquelles correspondent, à terme, deux formes d'organisation, d'intervention, distinctes.

Une structure batarde (comme la définit Femmes Travailleuses en Lutte), à égale distance du mouvement des femmes et du mouvement syndical, entre plus notre lutte qu'elle ne lui permet de se déployer pleinement en ces deux lieux contigus.

« Autonomes par rapport au syndicat », c'est à dire extérieure, pas à même d'irriguer l'ensemble de l'organisation syndicale par des débats sur la condition des travailleuses, pas à même de leur faire prendre en charge les revendications des femmes et d'impulser les luttes mixtes qu'elles exigent sur l'entreprise de la part de l'ensemble des travailleurs.

En marge du syndicat, la dénomination même de « commissions intersyndicales » traduit le désir d'y conserver un pied, d'en rester le prolongement, même élargi. Mais c'est alors toute l'importance de l'auto-organisation des femmes, de la construction d'un mouvement autonome qui sont sous-estimées.

Les camarades de Femmes Travailleuses en Lutte affirment pourtant la nécessité d'un tel

A ne pas avoir les idées claires sur les fonctions respectives d'une commission syndicale femmes et d'un groupe femmes partie prenante du mouvement de libération, on fait assumer (mal) par un même regroupement non mixte ce qui relève de l'ensemble de l'activité syndicale, sans pour autant donner aux femmes les moyens d'approfondir leur réflexion et leur action spécifiques. On épuise vite un tel regroupement d'activisme, sous couvert de lui éviter l'enlèvement dans la discussion des « petits problèmes personnels » ; pour évaluer sa productivité, on se fonde surtout sur le nombre de tracts distribués... « parce que le temps presse et qu'on ne peut pas tout faire ».

Certes, une pratique commune est le ciment nécessaire pour approfondir ensemble les mécanismes de notre oppression, individuelle et collective. Certes, le souci d'ouverture aux autres femmes de l'entreprise est une nécessité permanente.

Mais le refus fréquent de Femmes Travailleuses en Lutte d'aborder dans les groupes d'entreprises l'oppression comme nous la vivons quotidiennement, au boulot et au foyer, s'il épouse souvent la pente de la facilité, limite d'emblée le champ de réflexion et d'intervention du groupe.

Ce faisant, on risque souvent de construire sur du sable...

Femmes Travailleuses en Lutte expliquent qu'à trop parler de soi, on se coupe de la masse des femmes travailleuses que ces « déballages » effrayent... En revanche, une action permanente sur des revendications précises suffirait à les rallier et à en finir avec le caractère minoritaire des groupes femmes d'entreprises.

Vision rassurante, mais un peu simple.

C'est faire bon marché de ce que représente aujourd'hui, a fortiori en l'absence d'un mouvement de femmes construit et attractif, la participation des femmes travailleuses à un groupe.

C'est croire que, parce que l'action du groupe femmes rencontre souvent un très grand écho dans la boîte, parce que ses tracts sont souvent les plus lus, il suffirait de peu de choses pour que les femmes en masse le rallient.

C'est oublier dans quelles conditions concrètes les femmes trouvent la force de rompre cette course perpétuelle contre la montre qu'est pour elles la vie de tous les jours, de la maison à l'usine ou au bureau, en passant par l'école, la crèche, le marché.

Cette possibilité de briser les mille liens qui les retiennent loin du militantisme féministe et/ou syndical, elles la trouvent souvent lors d'une grève qui représente alors une rupture de fait dans leur vie quotidienne : qui ouvre une brèche rendant possible la participation à des structures de lutte ; qui dégage enfin le temps et stimule l'envie.

Dans une telle situation, s'il existe déjà sur l'entreprise un groupe femmes connu par ses interventions régulières, consolidé par les discussions en profondeur que les femmes y auront menées entre elles, fortifié par son appartenance au mouvement, alors sera possible un bond en avant considérable et une croissance numérique importante du groupe.

construire le mouvement

Pour Femmes Travailleuses en Lutte, il ne suffit pas de s'organiser entreprise par entreprise, une coordination est nécessaire. Nous le pensons aussi.

L'objectif est de construire un « mouvement de femmes sur des bases de classe, autour des femmes de la classe ouvrière ». Nous pensons également que le mouvement des femmes, pour vivre et mener sa lutte, doit la situer dans une perspective anti-capitaliste et tordre le cou à l'illusion que, si toutes les femmes sont opprimées, elles sont toutes « sœurs ». Nous pensons que c'est en défendant les intérêts des plus exploitées et des plus opprimées d'entre nous que nous mènerons une lutte réellement radicale, non récupérable ou désamorçable par telle ou telle largesse conjoncturelle de la bourgeoisie.

Tout le problème est de savoir comment, aujourd'hui, entamer la construction de ce mouvement.

Les groupes qui se multiplient à l'heure actuelle dans les entreprises et les quartiers en sont la base. Leur pratique est celle d'une lutte contre le système capitaliste et patriarcal. En leur sein, différentes sensibilités, différentes conceptions de la façon de mener cette lutte, ont leur place.

Femmes Travailleuses en Lutte représente un courant, impulsé par les femmes de Révolution, qui y a sa place.

Le problème politique qui est posé aujourd'hui à l'ensemble des groupes femmes et aux tendances qui existent parmi eux est de savoir s'il est temps que les groupes brisent leur isolement, se coordonnant, commencent à se construire comme force politique ? Ou si nous sommes encore dans une période où seules peuvent se coordonner de manière permanente les courants politiques existants, auxquels la majorité des femmes des groupes ne s'identifient pourtant pas.

Le problème n'est donc pas de contester à ces courants le droit d'exister en tant que tels, mais de voir que, pour Femmes Travailleuses en Lutte en particulier, la construction de leur propre tendance passe aujourd'hui encore avant celle d'un mouvement féministe de masse et sur des bases de classe, d'un mouvement des groupes.

La caractérisation d'une telle démarche comme sectaire n'est pas un reproche moral.

L'essentiel des thèmes de lutte, des revendications qu'elles définissent sont ceux mis en avant par les groupes. Pourquoi alors ne pas en tirer toutes les conséquences politiques ? Pourquoi ne pas favoriser dès maintenant la construction de ce mouvement des groupes ? Pourquoi esquiver si fréquemment la discussion sur ces problèmes dans les groupes femmes ? Pourquoi aussi l'étonnement de certaines femmes présentes à la rencontre, venues pour confronter l'expérience de leur groupe avec d'autres ? Et pourquoi leur surprise quand sont apparues les propositions d'organisation du courant Femmes Travailleuses en Lutte et de son bulletin de liaison ? Pourquoi cet appel confidentiel à la rencontre dans certains groupes de boîte et la sélection des travailleuses qui y étaient conviées ?

Danièle et Sophie

GRUPE FEMMES EQUIPEMENT



L'ARMÉE, « UNE FABULEUSE

Le groupe de quartier 14ème arrondissement de Paris a discuté pendant plusieurs réunions du problème de l'armée, de l'analyse qu'en pouvait faire le mouvement de femmes et de la méthode pour s'adresser aux autres femmes sur cette question.

Deux positions sont apparues que reflètent ces deux textes.

La première démarche, celle des copines de Femmes en Lutte, implique que les femmes, en tant que femmes, regroupées certes dans un mouvement autonome, se contentent néanmoins pour l'essentiel d'affirmer des analyses politiques et de prendre des positions identiques à celles d'organisations mixtes sur tous les sujets, avec un appendice sur l'oppression des femmes.

Le deuxième texte veut partir d'une démarche féministe qui détermine l'attitude du mouvement des femmes face à l'armée en fonction de l'oppression des femmes, à la fois irréductible à n'importe quel autre point de vue critique et totalement lié à une remise en cause anti-capitaliste d'une institution comme l'armée.

Nous publions ces deux textes, car ils sont pour nous une illustration concrète du débat qui traverse les groupes, au-delà du problème de l'armée, sur la nature du mouvement des femmes et des revendications dont il est porteur.

Encasernement, isolement, éloignement de leurs proches, brimades du genre : faire des pompes en disant : « Brigitte Bardot est belle, je suis trop con pour la baiser »... Tout y est : la femme objet sexuel, symbolise par une « femme affiche », la faiblesse de l'homme devant cet objet admirable qui engendrera la domination sur les femmes qui n'auront pas la « chance » d'y ressembler. Interdiction de salir les draps avec du sperme, donc interdiction de la masturbation mais développement à proximité des casernes des bars et de bordels, avec pour conséquence l'exploitation financière de leur misère sexuelle et l'habitude de la prostitution. Rapports de drague et même de viol avec les femmes rencontrées dans les trains et dans la rue. Mais comme il est implicitement sous-entendu qu'une femme ne peut être que prostituée ou « sage », il y a incitation au mariage, pendant ou juste après l'armée, pour tenter de retrouver une stabilité affective.

Il ne s'agit en aucune façon de revendiquer pour les femmes de faire un service militaire semblable au service militaire que les hommes font actuellement. Mais nous refusons d'être exclues d'un domaine politique essentiel. La comme ailleurs, nous revendiquons l'égalité :

- le droit à l'apprentissage du maniement des armes ;

- le droit à l'auto-défense ;

- le droit aux décisions politiques militaires.

Dans de nombreuses armées populaires mixtes les femmes ont démontré qu'elles étaient capables de prendre en charge leur propre défense et celle de l'ensemble de la classe ouvrière.

Comme pour l'avortement, le problème de l'armée est une brèche dans laquelle peut s'engouffrer la lutte des femmes contre leur oppression.

Prendre en charge de tels thèmes enrichira le mouvement des femmes et renforcera la lutte pour notre libération.

Prendre conscience du rôle de l'armée peut favoriser la radicalisation des femmes et leur permettre de faire progresser leur compréhension de la société, surtout si ce thème est compris par les groupes femmes.

SITUATION DES SOLDATS DITS « CHEFS DE FAMILLE »

Lorsque l'homme qui part au service militaire a des enfants, il n'a aucun moyen, pendant un an, de contribuer à la vie de la famille. Alors qu'on continue à lui reconnaître son rôle de « chef de famille » pour exercer sa domination, on lui retire les moyens d'assumer sa part des responsabilités. La femme est ainsi obligée de prendre en charge seule la totalité des tâches pour les enfants : soins, garde, nourriture, éducation, alors qu'elle est particulièrement défavorisée tant sur le plan des équipements collectifs que sur le plan du travail des femmes. Après, le pli est pris et la femme continue seule son « travail de maison ». C'est un minimum que d'exiger la priorité et la gratuité des services sociaux (crèches, cantines...). De même que la revendication des soldats « SMIC pour tous les soldats » prend ainsi tout son sens, ou d'exiger des facilités de travail pour les femmes et compagnes de soldats, mères de famille (problème particulièrement criant en période de chômage où les femmes sont souvent les premières licenciées). Et ce n'est pas l'exemption du service militaire pour les pères de famille de moins de 22 ans qui améliorera la condition de leur femme. Au contraire, elle renforce l'oppression des femmes qui assumeront la grossesse, l'accouchement, l'éducation de l'enfant, simplement pour éviter au mari le service militaire. Encore une fois, une mesure pseudo-libérale, dans le cadre de la politique nataliste, se retourne contre les femmes.

APPRENTISSAGE DE LA VIRILITÉ DOMINATRICE

De même que nous nous élevons contre une soi-disant « nature féminine » qui autorise un chantage permanent à l'affectivité des femmes, pour mieux les exploiter et les opprimer, nous nous élevons contre une soi-disant « nature virile » qui ne serait qu'agressivité, violence, instincts premiers.

« L'armée fera de toi un homme », mais quel homme ?

L'oppression et la misère sexuelle que subissent les soldats à l'armée marqueront pour le reste de leur vie leurs rapports avec les femmes et les fausseront définitivement. L'entretien du mythe de la virilité puissante et dominatrice, par tous les moyens, accentue la division hommes/femmes, installe les premiers dans des rapports de supériorité qui leur fait considérer les femmes comme des êtres inférieurs, faciles à opprimer.

Nous avons eu tant de fois à prendre position sur l'armée et à mettre l'accent sur certains de ses aspects qui nous touchent particulièrement. De même que nous considérons que la maternité ne concerne pas que les femmes, l'armée ne concerne pas que les hommes : ne serait-ce que parce que les femmes en subissent, elles aussi, les conséquences.

L'armée, comme toutes les autres institutions bourgeoises, sert les intérêts du capital contre les travailleurs et contre les femmes.

L'armée, comme la famille, l'école, la médecine, la justice, a un rôle spécifique dans la reproduction de la division, de la hiérarchisation, de la domination, de l'exploitation, en un mot de la société de classes.

L'ARMÉE CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

En tant que mouvement de femmes sur des bases anti-capitalistes, nous sommes aux côtés de tous ceux qui luttent contre une armée qui défend les intérêts de la bourgeoisie, brise les grèves, et peut écraser le mouvement ouvrier si la bourgeoisie lui en donne l'ordre. Cette armée est donc dirigée contre la classe ouvrière, constituée pour moitié de femmes.

LES RISQUES DES SOLDATS DANS L'ARMÉE

Alors que la société capitaliste attribue aux femmes un rôle de gardiennes et d'éducatrices de l'affectivité, de l'hygiène, de la diététique, on leur enlève tout contrôle à partir du moment où leur fils, leur frère, leur mari ou leur ami arrive à la caserne. Alors, retournons ce rôle et dénonçons :

- tout ce qu'endurent quotidiennement les soldats par les brimades et les humiliations systématiques, jusqu'à leur épuisement : « on vous en fera baver » ;

- les casernes mal entretenues, sales, remplies de parasites (poux, punaises, puces, moryons, gale...), le manque d'hygiène, de chauffage, une alimentation qui relève non de la diététique mais des arrangements de l'intendance, qui déclenchent des maladies pas ou mal soignées ;

- la sécurité non seulement pas assurée, mais quasi provocation aux accidents parfois mortels, dus au surmenage, aux conditions absurdes des exercices et à l'irresponsabilité des crevures.

DEBAT

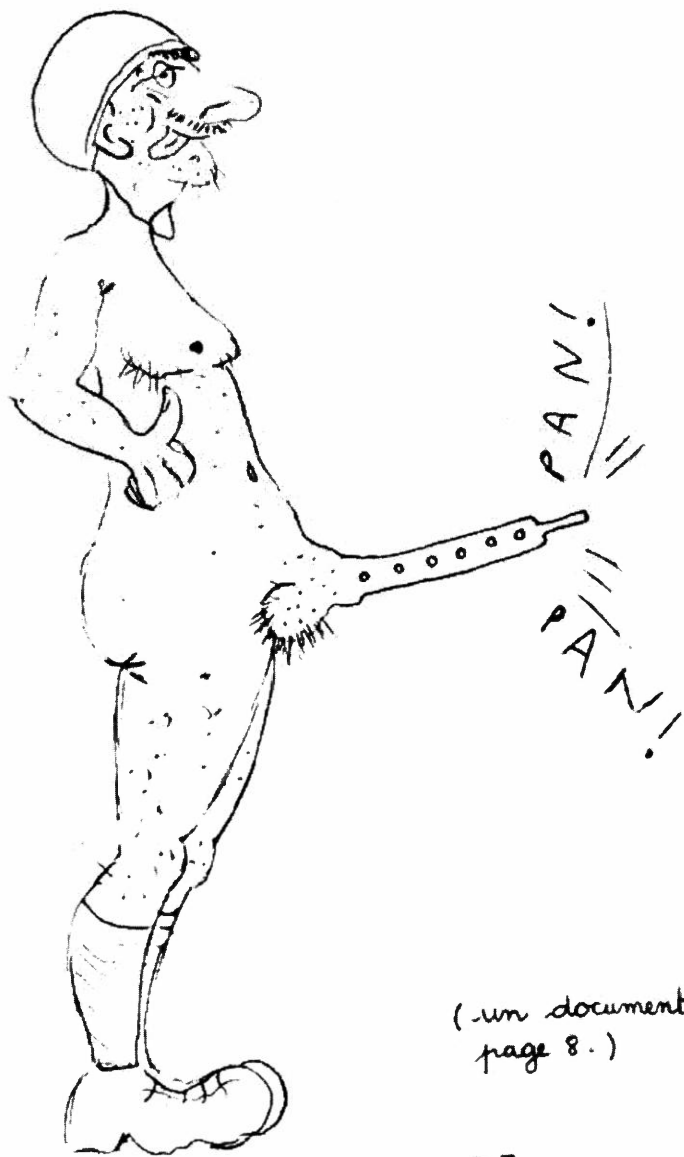
GROUPE

14^e

MAISON DES HOMMES... »

Solidaires

de la lutte anti-militariste, nous voudrions que ce soutien ne nous laisse pas le goût d'amertume que l'on a quand on se bat pour la révolution des autres.



(un document page 8.)

- 23 -

Aujourd'hui que la répression visant syndicalistes et soldats, coupables d'atteinte au moral de l'armée, pose le problème de la nature et de la fonction de cette armée, il nous paraît nécessaire de définir ce que le mouvement de femmes, ce que nous, femmes et féministes, avons à dire de cette institution qui nous exclut. Car nous croyons avoir **une démarche et une problématique spécifique** face à l'armée qui ne se laisse pas réduire aux thèmes soulevés par les organisations anti-militaristes. Cet « autre chose à dire » (que les organisations mixtes de tous ordres), ce point de vue féministe est pour nous l'une des justifications de l'existence d'un mouvement de femmes. Non point que sur l'armée nous récusions l'analyse d'organisations anti-militaristes, d'organisations politiques, de sections syndicales : nous pouvons y souscrire individuellement et collectivement, sur la base de notre engagement politique **personnel (et certainement pas comme mère et épouse ayant fils ou mari à l'armée)**. Mais pour nous, ces analyses restent incomplètes et insatisfaisantes sans l'apport de notre démarche féministe.

L'armée représente la réalité et le symbole de notre exclusion de l'ordre social. Pas de femmes à l'armée sinon quelques figurantes dans les bureaux loin de la troupe et du cœur de l'institution. Cette exclusion nous rejette, dans l'idéologie bourgeoise, de la communauté civique, car enfin un citoyen à part entière a fait son service militaire : souvenons nous qu'avant le vote sur la majorité à 18 ans, le garçon qui avait fait son service militaire avant 21 ans, recevait d'emblée les droits civiques ! Notre exclusion n'est pas purement morale : elle nous prive de l'entrée dans une institution déterminante de l'Etat bourgeois, et donc de la possibilité d'y mener des luttes.

Notre absence de l'armée illustre l'opposition privé/social, dedans/dehors auquel on ramène le couple féminin/masculin : l'armée c'est la guerre et la violence, c'est-à-dire le paroxysme du monde du dehors et des rapports sociaux. Nous ne saurions y avoir notre place, comme agent actif du moins, car recevoir des bombes ou nous faire violer par la troupe nous est tout à fait permis.

L'armée vit de notre exclusion, quant à ses ressorts idéologiques, quant à ce qui fait « marcher les hommes », « l'armée fera de toi un homme » : un homme avant de se définir en positif par les affriolantes qualités qui sont sauter un obstacle sans peur, faire ses 100 Kms avec 30 Kg sur le dos sans rechigner, respecter dans le gradé celui qui a su les mater, et devenir le samedi soir bon buveur et bon baiseur, un homme se définit en négatif : un homme c'est ce qui n'est pas une femme. Goussier est la pire insulte à l'armée (et ailleurs !) : que ne ferait-on pas pour l'éviter ou pour échapper à la corvée des pommes de terre dévolue pour le féminiser à qui refuse le stage commando. Que ne ferait-on pas ? Il n'y a pas si longtemps, en Algérie, des unités au début peu combattives écrasaient allègrement une révolution par le massacre et la torture : ils étaient du contingent, semblables à ceux qu'on

enrôle aujourd'hui : simplement, ils avaient été pris en main par un « chef », un « vrai homme » utilisant un seul ressort : le chantage à la virilité.

Ce ressort marche encore et nous menace : l'armée est une fabuleuse « maison des hommes ». On y est entre mecs, entre soi, avec son langage, ses gestes, ses rites, avec son homosexualité refoulée qui sert de ciment : ils appellent ça la fraternité, les copains. Sordide, médiocre et écoeurant au sens où on le dit d'un sirop. Qui a vu les trains spéciaux convoyant les appelés, les troupeaux de soldats s'interpellant le plus bruyamment possible (c'est le rite), les samedis soirs des villes de garnison a gardé à tout jamais la haine de la « culture mâle ».

Nous, pendant le temps de l'armée, on nous baise : symboliquement : par des sifflets et des bousculades-frolements, et surtout par les mille et une histoires graveleuses qu'on se raconte entre hommes : parfois violemment, on nous viole : le plus souvent on paye quelques unes d'entre nous, les plus méprisées, dans les maisons qui fleurissent autour des casernes. Il faut bien accomplir le rite de passage à la citoyenneté/sexualité adulte qui permettra ensuite de se ranger en trouvant une épouse. Ne nous trompons pas : ce n'est pas la répression sexuelle en soi qui provoque viols et prostitution (et nous, ne serions-nous pas réprimées, et bien plus ?) : c'est beaucoup plus la volonté de domination sur le sexe opprimé, le désir de le ramener à n'être plus que sexualité dégradée, qui secrètent ces violences. La communauté masculine de l'armée est le lieu privilégié où on voit ces phantasmes, nés de notre oppression, justifiés et renforcés.

Nous savons, par ailleurs, que notre libération passe par la destruction de cette société et donc de cette armée : à ce titre, nous sommes solidaires de la lutte anti-militariste. Mais nous voudrions que ce soutien ne nous laisse pas le goût d'amertume que l'on a quand on se bat pour la révolution des autres : les femmes en ont trop l'habitude. Les auteurs de ce texte sont déjà moult fois descendues dans la rue pour réclamer un syndicat de soldats : elles aimeraient, par la même occasion, ne pas changer le billet de 2ème classe en billet de 1ère quand, sur un quai de gare, une troupe de soldats même restes travailleurs sous l'uniforme, apparaît. Cela leur donnerait plus de voix dans les manifestations. Le sexisme ne sert que la bourgeoisie : il serait temps de s'en convaincre.

Nous ne réclamons pas de faire notre service militaire en 12 mois avec gradée hurlante dans la cour d'une caserne. Nous refusons le service civique national pour femmes qui nous cantonne dans notre rôle traditionnel et nous ferait travailler gratuitement comme assistantes sociales, infirmières, gardes d'enfants.

Nous réclamons l'apprentissage du maniement des armes pour tous et pour toutes, car nous savons que notre lutte devra affronter la violence et nous refusons qu'elle reste l'apanage des autres.

Marianne - Valérie (Groupe 14ème)

8 MARS JOURNEE INTERNATIONALE DE LUTTE DES FEMMES

8 MARS 1857 : Une des premières grèves de femmes opposant les ouvrières du textile à la police de New-York qui charge, tire et tue.

8 MARS 1910 : S'inspirant des actions de masse organisées aux U.S.A. par les femmes socialistes en faveur du droit de vote pour les femmes, le Congrès International des Femmes Socialistes, sur une proposition de Clara Zetkin, appelle à une journée internationale d'action dont le thème unificateur devait être : « Le vote pour les femmes unira nos forces dans la lutte pour le socialisme »

8 MARS 1911 : Première journée internationale des femmes. Alexandra KOLLONTAI, militante communiste et féministe russe, raconte : « L'Allemagne et l'Autriche n'étaient qu'un océan agité de femmes. Partout, des rencontres furent organisées, dans les petites villes et même dans les villages. Les salles étaient pleines à craquer (...). Pour une fois, les hommes restèrent à la maison et leurs femmes, les ménagères captives, allèrent aux rencontres... »

8 MARS 1917 : 23 FEVRIER pour le calendrier russe... La révolution commence par une manifestation de femmes.

8 MARS 1943 : En Italie, les femmes organisent une manifestation contre le fascisme. Durant cette période, elles sont un élément moteur dans les grèves insurrectionnelles qui annoncent la chute de Mussolini.

8 MARS 1975 : Partout dans le monde les femmes se sont mobilisées et on témoigné de l'existence du mouvement des femmes. En France, nous avons manifesté notre soutien aux militantes emprisonnées, contre le salaire maternel et pour le droit au travail ; nous avons proclamé : « Ni l'ONU, ni Giroud ne parleront pour nous ! ».

8 MARS 1976 : C'est cette continuité des luttes de femmes que nous revendiquons.

8 MARS 1976 : Au Chili, en Espagne, en Argentine, des femmes sont emprisonnées et torturées avec d'autant plus de sadisme qu'elles sont femmes. Au Portugal, des femmes se lèvent malgré l'hostilité de tous. Partout en Europe (Italie, Suisse, Angleterre, Allemagne, France...) des milliers de femmes revendiquent le libre choix de la maternité et l'avortement libre et gratuit.

Ici, là-bas, c'est nous qu'on humilie, qu'on piétine, qu'on veut mettre à genoux. La lutte des femmes n'a pas de frontières, c'est pourquoi la solidarité que nous affirmons entre nous ne nous est pas extérieure. Ce qui la fonde : le refus commun d'accepter le rôle et la place qu'on nous a choisis, quel qu'en soit le prix et quelques formes différentes que prenne le combat des unes et des autres.

1975 année de récupération des femmes :

« Le président de la République a manifesté avec éclat l'importance qu'il accorde à la pleine intégration des Françaises à l'effort collectif de la Nation ». Et plus loin : « Accélérer le processus d'égalisation engagé dans le respect des traditions de la Nation »...

Deux petites phrases d'un dossier distribué lors d'une conférence de presse de Giroud. Deux petites phrases qui en disent long sur leurs intentions : nous mettre dans le circuit économique parce que l'excessive marginalité des femmes, c'est bien pratique un temps, conjoncturellement ça peut servir (en période de chômage, comme aujourd'hui, le vieux arsenal idéologique permet de nous renvoyer à nos cuisinières électriques et à notre vocation maternelle), mais à la longue c'est dangereux, ça limite l'utilisation - ô combien profitable - d'une force de travail réputée docile, dure à la tâche.

Alors ? Alors, ils ont voulu « adapter », « réajuster ». C'est la fonction de Giroud. C'est le sens des journées tapageuses des 1, 2 et 3 mars 1975 au Palais des Congrès. C'est le but des mesures sur le divorce, la contraception, la famille. C'était le rôle de l'Année Internationale de « la » femme.

C'était donc ça ? Ils se sont souvenus de nous, celles qu'ils avaient reléguées là-bas, en bout de table et à qui ils avaient dit : « Sois belle et tais-toi », celles qui passaient les plats, astiquaient l'argenterie et à qui ils avaient recommandé de faire bien attention, après 17 heures (à vue de nez...) pour ne pas incommoder les convives...

Parquées en quelque endroit réellement hermétique, nous ne nous serions peut-être pas rendu compte... Mais ils ont eu besoin de nos bras, ils nous tirés des foyers, traînées à l'usine, au bureau... Pas toutes, mais suffisamment pour que ça se sache. Et ils n'ont pu nous empêcher de penser, de parler, bien que notre temps fût calculé pour éviter ce risque. L'école, la presse, la télé ont eu des effets plus contradictoires qu'ils ne le pensaient : ils ont bourré nos crânes du mieux qu'ils ont pu, mais il est resté une petite fenêtre ouverte sur l'extérieur. Il n'est pas jusqu'à la famille, ultime rempart où ils nous tenaient à l'abri, qui ne se soit lézardée, car le monde et les temps changent...

Elles commençaient à rechigner. Ça et là, des torchons brûlaient... Un accident est si vite arrivé...

Mais il faut prouver aux patrons que vous comme des hommes, que vous êtes aussi rentables qu'eux et, plus tard peut-être les rémunérations suivront-elles le rendement... Ils nous ont refait le coup de l'Oncle Tom : opiniâtres conscientes de nos droits - mais réalistes - et surtout de nos devoirs... Liberté, égalité, maternité... Avec un petit effort de part et d'autre, on y arrivera, c'est sûr, et ça donnera un petit répit à notre bonne vieille société qui a le souffle un peu court ces temps-ci...

Mais ce pari d'adaptation d'un monde ankylosé a d'emblée ses limites : posant à travers le matraquage des médias la question de la condition des femmes, ils ont contribué à diffuser à une échelle de masse une série de problèmes que soulevait seul le mouvement des femmes.

Pour alimenter leur modernisme, ils ont repris à leur compte certaines dénonciations qui sont les nôtres, mais leurs réponses en paraissent d'autant plus limitées. L'oppression des femmes est trop rentable économiquement, politiquement, psychologiquement... Épargnant la famille et la course aux profits, ils s'ôtent les moyens de réaliser ne serait-ce qu'une prudente égalité. Notre lutte va plus loin, bien trop loin pour qu'ils puissent nous apaiser par quelques strapontins.

NOUS VOULONS ne plus devoir dépendre économiquement d'un père, d'un mari, d'un compagnon qui nous font payer cher une existence confinée au foyer. Nous revendiquons notre **droit à un travail salarié** (l'indépendance commence par le porte-monnaie) !

Nous refusons toute discrimination dans l'emploi et en matière de qualification !

Mais également au boulot : **à travail égal, salaire égal !**

NOUS VOULONS que le monde où arrivent les enfants dont nous accouchons leur permette un jour de s'épanouir et de ne pas être mutilés comme nous !

Nous voulons le droit au plaisir sans maternité-pénalité, le droit de jouir avec ceux et celles vers qui notre désir nous porte !

Nous en avons assez de servir d'exutoire à l'agressivité sexuelle des hommes ! Nous en avons assez qu'ils défoulent sur nous à l'ombre des foyers « privés » !

NOUS VOULONS que tout viol **soit reconnu comme crime sexiste !**

NOUS VOULONS des **centres d'accueil pour les femmes battues !**

NOUS VOULONS aussi prendre le temps de vivre : **réduction du temps de travail pour les femmes et pour les hommes**

(au lieu des horaires « flexibles », « à la carte », « variables » qui nous font perdre le soir ce que nous avons grignoté le matin, tout en laissant intact le partage actuel des tâches) !

NOUS VOULONS des **équipements collectifs** dans les quartiers qui permettent une prise en charge commune des tâches ménagères et pas simplement qu'« il » fasse un peu plus souvent ça vaisselle !

NOUS VOULONS des **crèches ouvertes 24 h sur 24** (et pas simplement pendant le temps de travail) où les enfants ne soient pas parqués comme aujourd'hui et encore s'ils ont eu la chance d'y entrer !

Parce que nous n'avons pas les moyens de choisir si nous aurons des enfants, NOUS VOULONS des **centres d'information sexuelle et contraceptive sur les lieux de travail et d'habitation !** L'avortement réellement libre pour toutes, y compris pour les mineures, et remboursé par la Sécurité Sociale, comme un acte médical et non une punition (ce qui implique aussi l'augmentation de la capacité d'accueil des hôpitaux, l'embauche de personnel en conséquence et un rapport différent Médecin/Femmes) !

Le collectif des groupes femmes parisiens appelle à une manifestation de lutte des femmes le samedi 6 mars à 15 heures.